

PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE

Évaluation du potentiel des stocks de proximité
dans le Sahel

GABRIEL PONS CORTÈS
ITZIAR GÓMEZ CARRASCO

En dépit de la littérature existante sur les différentes modalités de réserves alimentaires, nous manquons d'analyses spécifiques se concentrant sur le potentiel de la première ligne de défense contre l'insécurité alimentaire. Le but de la présente étude est de combler cette lacune en analysant les expériences des dernières années, passant en revue les facteurs qui peuvent déterminer ou conditionner leur échec ou leur réussite, et d'évaluer certains instruments innovateurs (tels que l'articulation avec les stocks nationaux, l'assurance indicielle et les fonds de stabilisation) qui pourraient également contribuer à leur amélioration.

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
1 Introduction	5
2 Contexte	7
Renforcement de la résilience	7
Bonne gouvernance de la sécurité alimentaire et droit à l'alimentation	8
3 Comprendre le problème à résoudre au niveau local	9
4 Définition des différents types de stocks de proximité existants	12
Stocks de proximité: éléments clés et objectifs	13
Réserves de sécurité alimentaire locales	14
Warrantage	15
5 Comment les stocks de proximité peuvent-ils contribuer à la sécurité alimentaire?	18
En atténuant les effets de la flambée des prix	18
En renforçant des stratégies de sécurité alimentaire plus ambitieuses	18
En mettant en œuvre des initiatives de protection sociale	19
En augmentant les revenus des petits producteurs	20
En protégeant les moyens d'existence et les actifs	21
En aidant à surmonter l'éloignement et l'isolement	21
En autonomisant les populations	22
En favorisant la participation des femmes et leur autonomisation	23
6 Comprendre la fragilité des stocks de proximité	25
La vulnérabilité face au risque prix	25
La vulnérabilité au climat	27
Promotion, planification et conception	28
Les problèmes de gestion	30
7 Définition d'un environnement favorable où les stocks de proximité puissent prospérer	34
A quoi servent les stocks de proximité?	34
Comment devrait-on soutenir, planifier et concevoir les stocks de proximité?	34
Les stocks de proximité déjà existants doivent-ils être soutenus ?	35
Ce que les États devraient faire pour soutenir les stocks de proximité	36
Qu'est-ce que les stocks de proximité devraient faire par eux-mêmes: créer des fédérations	42
Il s'agit de renforcer les capacités des institutions	44
8 Conclusions et recommandations	45
Ce que les gouvernements doivent faire	45
Ce que les organisations paysannes doivent faire	47
Bibliographie	48
Notes	50
Remerciements	51

ACRONYMES

AAAE	Association Aidons l'Afrique Ensemble
APHLIS	Système d'information sur les pertes post-récolte en Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIMMYT	Centre international d'amélioration du maïs et du blé
DDC	Direction du développement et de la coopération
FEPAB	Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso
GSA	Greniers de sécurité alimentaire
HARITA	Horn of Africa Risk Transfer for Adaptation
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
WRS	Warehouse Receipt System (warrantage)

RÉSUMÉ

En dépit de la littérature existante sur les différentes modalités de réserves alimentaires, nous manquons d'analyses spécifiques se concentrant sur le potentiel de la première ligne de défense contre l'insécurité alimentaire. Le but de la présente étude est de combler cette lacune en analysant les expériences des dernières années, passant en revue les facteurs qui peuvent déterminer ou conditionner leur échec ou leur réussite, et d'évaluer certains instruments innovateurs (tels que l'articulation avec les stocks nationaux, l'assurance indicielle et les fonds de stabilisation) qui pourraient également contribuer à leur amélioration.

Cette étude mettra en avant que la première ligne de défense a un certain nombre de traits distinctifs qui en font un élément particulièrement bien placé pour contribuer positivement aux stratégies de sécurité alimentaire dans le Sahel. Les stocks de proximité sont fermement ancrés au niveau local de la sécurité alimentaire et peuvent jouer un rôle clé dans le cadre des stratégies locales et nationales de sécurité alimentaire. Ils sont adaptés à chaque contexte spécifique et leurs objectifs peuvent être adaptés en fonction des besoins concrets des collectivités qu'ils desservent.

La première partie de l'étude examine comment les stocks de proximité peuvent contribuer à la sécurité alimentaire (depuis l'atténuation des effets de la flambée des prix et la protection des moyens d'existence, au soutien pour surmonter l'isolement géographique ou l'autonomisation des populations) ; et analyse la vulnérabilité des stocks de proximité face aux risques de prix et climat ainsi que les défis liés à la promotion, planification et conception des stocks.

La deuxième partie du rapport cherche à déterminer les facteurs et les conditions nécessaires pour créer un environnement propice dans lequel les stocks de proximité puissent fonctionner efficacement. Les États ont l'obligation légale de veiller à ce que le droit à l'alimentation soit rempli et le soutien aux stocks de proximité devrait être considéré comme une partie intégrante de cet engagement fondamental ainsi qu'un moyen efficace de renforcer les approches communautaires à la sécurité alimentaire.

Les stocks de proximité ne sont pas une solution type qui peut être appliquée partout. Ils ne sont pas viables dans tous les contextes et exigent certaines conditions pour bien fonctionner. Une des conditions clés est d'obtenir l'engagement et le soutien des gouvernements afin d'accompagner les stocks pendant leur développement et d'assurer le soutien nécessaire.

La section finale propose une série de recommandations pour les gouvernements et les organisations paysannes. Les gouvernements sont encouragés à adopter des mesures visant à lier les stocks de proximités aux réserves nationales, à les approvisionner au niveau local, à faire face aux risques de prix et climat, à renforcer les liens avec les initiatives de protection sociale, à améliorer la capacité institutionnelle des stocks, à développer des systèmes de surveillance, à promouvoir la légalisation des stocks, à introduire des subventions adéquates, à promouvoir le développement des nouvelles technologies et enfin à encourager le stockage des ménages comme ligne de défense zéro.

Les organisations paysannes sont encouragées à créer des fédérations, à faciliter les échanges d'information entre stocks de proximité, à partager les frais d'un organisme de contrôle centralisé aussi bien que les services de soutien et de conseils techniques et à agir comme stocks tampons et à mutualiser les risques.

Ce rapport est le résultat de quatre processus de recherche : a) un examen préliminaire approfondi de la littérature existante et des sources secondaires sur les stocks de proximité et ses instruments connexes; b) une étude économétrique évaluant le potentiel des fonds de stabilisation/compensation pour lutter contre la vulnérabilité face au risque prix; c) l'expérience d'Oxfam en Afrique ; d) les résultats d'une étude préliminaire fondée sur un travail de terrain au Burkina.

1 INTRODUCTION

Ces dernières années, les défis visant la sécurité alimentaire ont surtout porté sur deux sujets dont la communauté internationale se préoccupe de plus en plus. D'une part, les effets dévastateurs de la volatilité des prix alimentaires sur les populations les plus vulnérables, ayant fait sombrer plus de 300 millions de personnes sous le seuil de pauvreté ; et d'autre part, la récurrence des crises alimentaires aiguës qui continuent à inverser les tendances positives du développement en Afrique sub-saharienne.

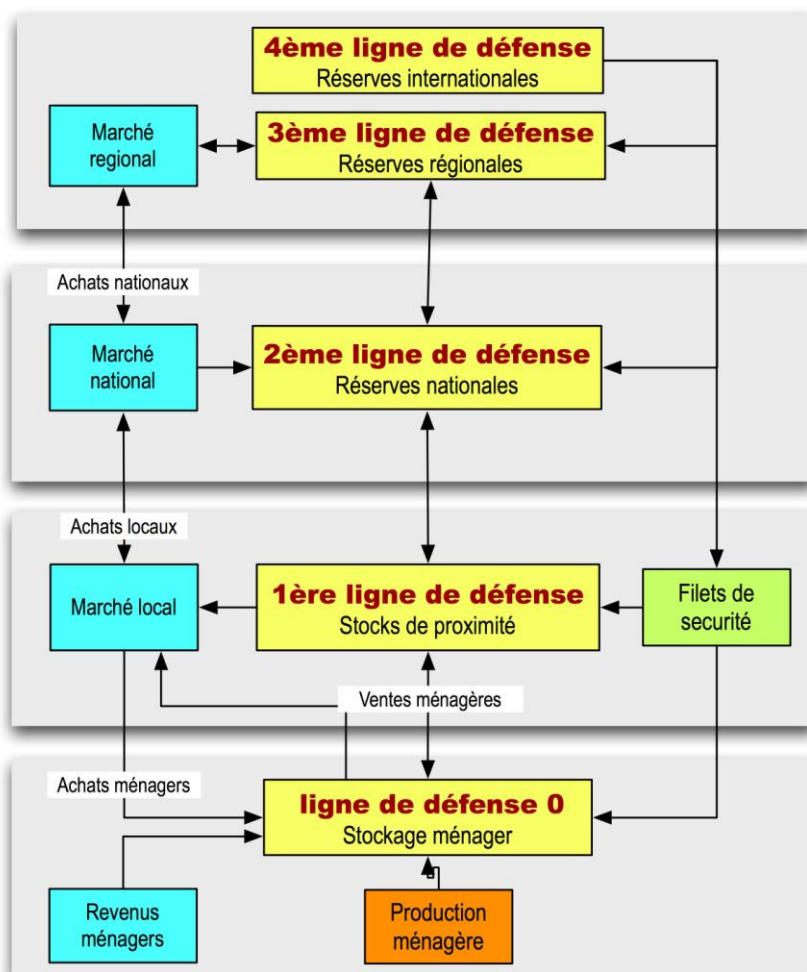
Dans ce contexte, les réserves alimentaires sont en cours de réévaluation par les organisations de la société civile en tant qu'instrument potentiellement capable de répondre à ces questions à plusieurs niveaux et de façons différentes : a) comme partie de la solution face aux hausses des prix (servant comme un outil clé dans la lutte contre l'instabilité des prix alimentaires) et b) comme partie de la solution face aux crises alimentaires récurrentes dans des régions comme la Corne d'Afrique et le Sahel (en tant qu'un instrument de sécurité alimentaire d'urgence).

Le débat mondial sur les réserves alimentaires évolue parallèlement au renouvellement des paradigmes du développement qui, traditionnellement, offraient des solutions globales pour des problèmes marqués par des spécificités locales. Un tournant décisif s'est produit abandonnant les plans de développement globaux qui ont été appliqués au niveau mondial dans tous les contextes au profit d'une focalisation sur des approches adaptées situant les communautés au cœur des initiatives de développement. L'appropriation et la participation locale sont maintenant largement acceptées en tant que facteurs clés essentiels à la réussite de toute initiative pour le développement. Traduire ces principes en actions concrètes reste un défi majeur.

La CEDEAO a proposé un système de défense contre l'insécurité alimentaire axée sur quatre lignes de réserves alimentaires (Hub Rural, 2012, p.9) :

1. La première ligne de défense, avec le stockage de proximité, généralement organisé au niveau communautaire ou villageois, au niveau des communes ou au niveau des organisations de producteurs ;
2. La deuxième ligne de défense, comprenant le stock national de sécurité et/ou les réserves stratégiques, placés sous la responsabilité des États, ou au sein de dispositifs cogérés par les États et un pool de partenaires financiers ;
3. La troisième ligne de défense, avec le stockage régional et ses différentes composantes envisagées ;
4. La quatrième ligne de défense, avec les mécanismes de solidarité et d'assistance internationale (agences humanitaires des Nations Unies, partenaires au développement, ONG internationales).

Schéma 1: Les réserves alimentaires et les lignes de défense



Source : Gabriel Pons Cortès et Itziar Gómez Carrasco

En dépit de la littérature existante sur les différentes modalités de réserves alimentaires, nous manquons d'analyses spécifiques se concentrant sur le potentiel de la première ligne de défense contre l'insécurité alimentaire. Le but de la présente étude est de combler cette lacune en analysant les expériences des dernières années, passant en revue les facteurs qui peuvent déterminer ou conditionner leur échec ou leur réussite, et d'évaluer certains instruments innovateurs (tels que l'articulation avec les stocks nationaux, l'assurance indicelle et les fonds de stabilisation) qui pourraient également contribuer à leur amélioration.

Les débats sur les stocks de proximité restent souvent dominés par leur histoire passée : des résultats inégaux et un large éventail de problèmes complexes, que les observateurs les plus critiques pensent être immuable. Cette étude mettra en avant que la première ligne de défense possède un certain nombre de traits distinctifs qui en font un élément particulièrement bien placé pour contribuer positivement aux stratégies de sécurité alimentaire dans le Sahel. L'étude cherchera finalement à déterminer les facteurs et les conditions nécessaires à la création d'un environnement propice dans lequel les stocks de proximité puissent fonctionner efficacement.

Ce rapport est le résultat de quatre processus de recherche : a) un examen préliminaire approfondi de la littérature existante et des sources secondaires sur les stocks de proximité et les instruments connexes; b) une étude économétrique évaluant le potentiel des fonds de stabilisation/compensation pour lutter contre la vulnérabilité face au risque prix; c) l'expérience d'Oxfam en Afrique ; d) les résultats d'une étude préliminaire fondée sur un travail de terrain au Burkina.

2 CONTEXTE

La crise alimentaire vécue en 2007-8 a produit une série de fortes hausses de prix qui ont eu des effets profonds sur les segments les plus vulnérables de la population. D'après Oxfam (2008), ces augmentations de prix ont entraîné 290 millions de personnes à travers le monde sous le seuil de pauvreté. En 2010, une nouvelle hausse des prix y ajouta 44 millions de personnes.

Les crises alimentaires constituent un phénomène récurrent pour les pays du Sahel. Ces crises incluent la transmission d'une crise globale à la région (les effets de la transmission dépendent du montant des importations, des types de céréales affectées, de leur commercialisation, du montant de la récolte, des mesures commerciales prises, etc.).

Dans les zones semi-arides du Burkina, du Mali et du Niger, les effets des crises de 2008 et 2010 ont été particulièrement dramatiques, car la majorité de la population étaient des acheteurs nets de denrées alimentaires. En outre, ces trois pays subissent régulièrement des crises alimentaires liées aux catastrophes naturelles et climatiques, aux fléaux et aux hausses de prix qui ont des effets dévastateurs sur la population de la région, ce qui, à son tour, entraîne des taux élevés de malnutrition, mettant en danger les moyens d'existence et rendant la population chroniquement vulnérable.

La vulnérabilité croissante de la population du Sahel est souvent mal perçue comme étant exclusivement liée aux facteurs de risque des catastrophes naturelles nécessitant seulement des actions humanitaires concrètes à un moment donné. Tel que nous l'avons indiqué précédemment, la réalité est beaucoup plus complexe que cela. L'augmentation de la pauvreté, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire constituent des problèmes chroniques qui exigent des réponses globales permettant de répondre pas simplement aux préoccupations humanitaires urgentes. Les réponses efficaces devraient aussi renforcer la capacité des populations vulnérables à surmonter les effets dramatiques des crises alimentaires tout en préservant leurs moyens d'existence.

L'expérience de ces dernières années a remis en question l'efficacité des stratégies de sécurité alimentaire avec une excessive focalisation sur les réponses d'urgence à court terme et peu de rapport avec des objectifs de développement plus ambitieux (voir Trench et al, 2007). Depuis 2008, les principaux acteurs reconnaissent de plus en plus le besoin de combler le fossé entre les interventions humanitaires et celles pour le développement afin de répondre efficacement aux objectifs de résilience à moyen et long terme qui vont au-delà des nécessités d'urgence immédiate des communautés¹. Les stocks de proximité peuvent potentiellement contribuer aux efforts en cours pour combler cette lacune.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

Le renforcement de la résilience est entré au centre des débats actuels sur la sécurité alimentaire. Oxfam définit la résilience comme «la capacité d'un individu ou d'une communauté d'anticiper, d'absorber et de se remettre des chocs avec peu de soutien ou sans soutien, tout en étant capables de maintenir leur bien-être en dépit des changements qui ont lieu sur une période plus longue² ».

Les discussions en cours sur la résilience mettent davantage l'accent sur la nécessité d'adopter un plan d'action qui soit conscient des risques et des vulnérabilités. Par conséquent, de nouvelles stratégies sont en cours d'élaboration en vue de combiner l'aide humanitaire et la réduction des risques de catastrophe avec les efforts de développement à long terme.

La nécessité d'une "double approche" pour la sécurité alimentaire et la réduction de la faim, qui réponde à la fois aux besoins alimentaires immédiats et à la résilience à moyen et long terme a d'abord été préconisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

(FAO) (cité dans Jaspars et Wiggins, 2009). Cette approche met l'accent sur la nécessité de: a) créer des opportunités pour améliorer les moyens d'existence, mais aussi et en même temps b) assurer une action directe contre la faim grâce à des programmes qui améliorent l'accès immédiat à la nourriture (FAO, 2003). Les stocks de proximité sont bien adaptés pour participer à cette approche globale étant donné leur potentiel pour aider à trouver une solution à moyen et long terme en aidant à protéger les moyens d'existence et en renforçant la résilience.

En tant qu'instrument ayant le potentiel de renforcer la résilience, la première ligne de défense mérite une attention renouvelée. Cette étude explore les façons dont les stocks de proximité peuvent aider à répondre aux besoins urgents des plus vulnérables ainsi qu'aux enjeux à long terme liés à la protection des moyens d'existence (en améliorant l'accès à la nourriture, en redressant les défaillances du marché et en favorisant l'autonomisation des communautés entre autres mesures).

BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DROIT A L'ALIMENTATION

La bonne gouvernance de la sécurité alimentaire constitue l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les décideurs politiques dans la région. Les principes de flexibilité, responsabilité, transparence, participation et égalité sont essentiels pour s'assurer que les programmes de sécurité alimentaire conçus selon la double approche susmentionnée répondent aux besoins des personnes les plus vulnérables (FAO, 2011a, p. 4).

Garantir le droit à l'alimentation implique le fait d'obtenir à la fois la disponibilité de la nourriture et la possibilité d'accéder à celle-ci (FAO, 2011b, p. 4). La responsabilité de garantir le droit à l'alimentation retombe principalement sur l'État, puisque c'est à l'État qu'il incombe de créer l'environnement juridique, politique et institutionnel dans lequel le droit à la nourriture peut être rempli. Le contexte politique et institutionnel est donc la clé pour comprendre pourquoi certaines politiques de sécurité alimentaire réussissent ou ne réussissent pas (FAO, 2011a, p. 37).

La lutte efficace contre l'insécurité alimentaire implique l'amélioration de la productivité agricole tout en facilitant l'accès aux aliments pour les plus vulnérables. Le débat sur la productivité a figuré en bonne place lors de la réunion du G20 tenue à Mexico en Juin 2012. La productivité n'est pas seulement une question d'extension agricole, d'innovation et de meilleures pratiques. L'on reconnaît de plus en plus que les institutions, les règles et les processus politiques jouent un rôle clé dans la quête d'une croissance agricole durable, d'une sécurité alimentaire accrue et de la promotion des moyens d'existence (FAO, 2011a, p. 4).

Ces facteurs créent un «environnement propice» pour que les politiques de sécurité alimentaire puissent travailler efficacement et répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Assurer la participation locale et communautaire est essentiel pour comprendre les besoins des personnes affectées et assurer un large soutien et une appropriation de l'initiative (FAO, 2011a, p. 28). Par conséquent, toute réponse efficace doit être solidement ancrée sur une compréhension approfondie du contexte local et du niveau microéconomique. Si l'on ne garanti pas cela, les macro-solutions continueront à échouer en ce qui concerne les populations les plus vulnérables.

Toute proposition qui cherche à améliorer la sécurité alimentaire doit assurer un certain niveau de capacité administrative et la gestion des stocks de proximité n'est pas une exception à cet égard. Les gouvernements locaux et nationaux doivent améliorer leurs capacités afin de coordonner, d'appliquer des nouvelles normes et d'augmenter leur capacité administrative. Selon Colin Poulton, si les normes de gouvernance ne sont pas améliorées, le système alimentaire sera condamné entre l'échec de l'État et l'échec du marché (Poulton et al, 2006).

Comprendre comment les stocks de proximité ont le potentiel de répondre à ces défis constitue l'un des principaux objectifs de cet article.

3 COMPRENDRE LE PROBLÈME À RÉSOUDRE AU NIVEAU LOCAL

Le renforcement de la résilience consiste à s'assurer que les plus vulnérables puissent échapper au piège de la pauvreté tel qu'illustré dans le schéma n° 2. Ce schéma expose les problèmes rencontrés par les petits producteurs dans les zones uni-modales semi-arides comme le Sahel, sans inclure les difficultés de ceux qui ne peuvent pas produire et devraient bénéficier de mesures de protection sociale. Il n'est pas surprenant que la plupart des facteurs soient les mêmes que ceux qui ont limité les possibilités des petits producteurs de bénéficier des hauts prix pendant la dernière crise pour augmenter leur production et revenus.

Les causes empêchant de disposer de la production suffisante pour toute l'année, sont variées (Intermon Oxfam, 2010) ; la cause la plus immédiate étant l'absence d'un mode de stockage adéquat qui garantisse la préservation du grain (1er cercle). Par conséquent, les producteurs préfèrent souvent vendre à bas prix juste après la récolte afin d'éviter que le grain ne périsse. Cela implique des pertes pour les producteurs, étant donné qu'ils doivent acheter le grain à un prix plus élevé plus tard dans la saison. Pour fournir une estimation des pertes post-récolte il nous faut souvent une analyse de type conjectural. Le Système d'Information Africain des Pertes Post-Récolte (APHLIS³) estime que le pourcentage de pertes en Afrique orientale et australe oscille entre 6 pour cent à 8 pour cent avant le transport au magasin (Banque Mondiale, 2011, table 2.5, p. 17). La valeur des pertes de céréales en Afrique sub-saharienne pourrait atteindre les 4 milliards de dollars américains par an, sur une valeur annuelle estimée de 27 milliards de dollars américains en 2005-2007 (Banque Mondiale, 2011, p.18).

Le besoin urgent de liquidité après la récolte (2) constitue la raison première pour laquelle les producteurs sont obligés de vendre à bas prix (3). Les intermédiaires jouent un rôle fondamental dans ce processus. Malgré qu'ils soient souvent présentés de manière négative, qu'on ne leur fasse pas confiance et qu'on se méfie d'eux, les intermédiaires constituent une partie clé du système. Les intermédiaires existent quand le contexte leur permet de jouer un rôle dans la chaîne. Au-delà d'en tirer des bénéfices qui souvent exploitent les petits producteurs, ils peuvent jouer un rôle positif dans l'organisation de ventes, facilitant l'accès aux marchés et apportant des conseils techniques précieux dans certains cas. En l'absence d'autres sources de financement et crédit, les intermédiaires peuvent aussi financer la production (Intermon Oxfam, 2010).

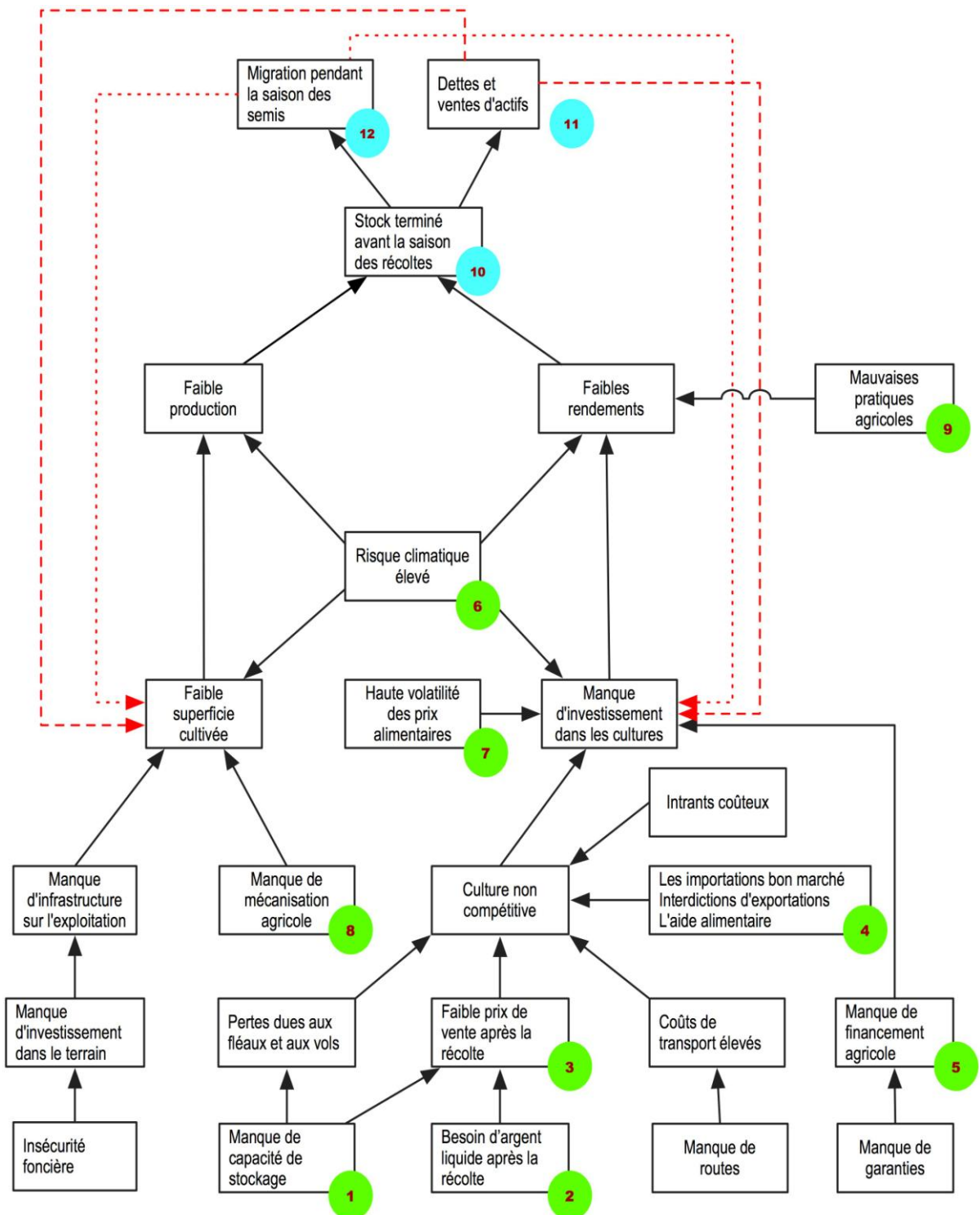
Cependant, il est vrai que dû à un manque de pouvoir de négociation nécessaire pour traiter avec les intermédiaires, les prix obtenus par les producteurs sont plutôt faibles. Voilà pourquoi, le fait que les prix au détail soient élevés ne veut pas forcément dire que les petits agriculteurs en tirent profit. Cela peut rendre les récoltes non-compétitives,⁴ ce qui, à son tour, crée une situation où l'on n'ose pas investir pour améliorer le rendement. Les importations bon marché, de l'aide alimentaire internationale ou d'interdiction des exportations (4) aggravent ce problème, puisque les producteurs ont tendance à ne pas investir s'ils courent le risque de subir des pertes supplémentaires en cas de nouvelles baisses des prix.

Outre les raisons susmentionnées, même pour un investissement limité, les producteurs peuvent aussi ne pas avoir les fonds nécessaires pour couvrir les coûts des intrants (5). L'absence de marché de crédit, ou de garanties, peut empêcher les producteurs d'investir, ou peut les amener à contracter des dettes auprès d'intermédiaires, ce qui augmente leur dépendance globale. Les intermédiaires profitent du besoin d'argent des producteurs et de leur manque d'espace de stockage pour justifier leurs bas prix.

En outre, la production est faible parce que, sans assurance, le risque de pertes dues à des causes climatiques (6) et à la volatilité de prix (7) décourage encore plus l'investissement. La forte variabilité du climat augmente l'aversion au risque des petits exploitants

Le fait que l'on ne cultive que des petites zones est couplé au manque de machinerie (8) et de techniques agricoles adéquates (9). La mauvaise qualité des semences, le niveau insuffisant d'engrais et de pesticides réduisent eux aussi la récolte.

Schéma 2: Les causes de l'insécurité alimentaire pour les producteurs agricoles les plus pauvres



Source: adapté d'Intermon Oxfam, 2010.

Lorsqu'arrive la période de soudure, les réserves sont épuisées (10). Cela oblige les producteurs à s'endetter, de vendre leurs actifs (11), et à migrer (12) afin d'obtenir un revenu pour acheter des aliments. La migration a lieu précisément pendant la saison de la semence (qui coïncide avec la période de soudure), au moment où la force de travail est la plus nécessaire sur les parcelles agricoles. Cela aggrave encore plus la situation pour la saison suivante. Par conséquent, les petits propriétaires sont pris au piège dans un cercle vicieux qui accroît la limitation de l'investissement et les force à cultiver des zones de plus en plus petites.

Malgré un engagement limité, les États⁵ essaient de résoudre ces problèmes en investissant dans la construction de routes, en encourageant l'expansion agricole et en allouant de subventions aux intrants. Les réserves alimentaires des États ont l'habitude de fournir une aide alimentaire d'urgence lorsque les crises alimentaires arrivent, mais ils ont aussi tendance à donner «trop peu et trop tard». En outre, les réserves nationales ne sont pas l'instrument le mieux adapté pour répondre au besoin urgent de liquidité des petits producteurs et aux problèmes de stockage auxquels ils sont confrontés (1, 2 et 3).

4 DÉFINITION DES DIFFÉRENTS TYPES DE STOCKS DE PROXIMITÉ EXISTANTS

Le problème du bradage a été combattu de deux façons différentes :

1. Grâce à la promotion d'un stockage ménager, avec ou sans crédit post-récolte.
2. Grâce aux stocks de proximité (voir définition en bas).

Plusieurs organisations, telles que la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC), ont réussi à promouvoir le stockage ménager pendant de nombreuses années par le biais des programmes post-récolte⁶. L'octroi de crédits en combinaison avec le stockage ménager a l'avantage d'éviter les coûts de stockage à la communauté (étant donné que chaque famille stockerait son grain chez elle), mais serait soumise à un risque accru de non-remboursement (notamment l'aléa moral lorsque les producteurs font valoir qu'ils ne peuvent pas payer lorsqu'ils sont confrontés à une mauvaise récolte). Pour éviter ce risque moral, des garanties sont demandées, mais celles-ci ne sont viables que lorsque les familles ont des actifs. À cet égard, en Afrique, l'un des problèmes auxquels doivent faire face les producteurs est le grave manque de garanties pour le crédit agricole. Les terrains ne peuvent pas être offerts en tant que tels puisque, la plupart du temps, leur propriété est de type collectif (Coulter, 2005).

Au sujet de la combinaison du stockage ménager et du crédit post-récolte, l'une des seules expériences documentées à ce jour est une initiative conçue à Madagascar, où 40,000 tonnes de paddy ont été stockées (principalement distribuées en 7.000 stocks domestiques) et les ménages ont eu accès à 5 produits de crédit (crédit de stockage, crédit de production, location-vente, crédit commercial et crédit social d'urgence). Ce système de crédit de stockage a été positivement évalué et il possède l'avantage sur le warrantage (définition p.16) d'être hautement centralisé, auto-réglé et abordable (Coulter, 2009, p.25). On peut supposer que les coûts de transaction de contrôle de la garantie des ménages dispersés sont plus élevés que ceux encourus lors du stockage communautaire. L'amélioration du stockage ménager pourrait aussi être justifiée par le fait qu'elle établirait une saine concurrence avec les stocks de proximité : ces derniers seraient nécessaires et utilisés pour leurs capacités à offrir des services fiables axés sur l'amélioration du stockage ménager.

Au Kenya et au Malawi, une initiative pilote inspirée par le projet *Post-Cosecha* en Amérique centrale a été appliquée par le CIMMYT⁷ en vue de fournir des options de stockage alternatif pour les petits agriculteurs. Le projet se caractérisait surtout par l'offre de sessions de formation pour la construction de silos métalliques. Depuis 2008, 105 silos ont été produits et distribués dans les districts d'Embu et Homa Bay (Kenya) et 45 autres dans les districts de Dowa et Mchinij (Malawi) (CIMMYT, 2011).

Bien que l'initiative ne visait que les petits exploitants agricoles, un certain nombre d'écoles et de communautés urbaines ont également commencé à utiliser des silos métalliques, en reconnaissant les avantages d'acheter du grain lorsque les prix sont bas et d'être en mesure de disposer du grain nécessaire tout au long de l'année. À la vue de la réussite de cette initiative pilote, plusieurs pays à travers le continent ont exprimé leur intérêt à développer des initiatives similaires (CIMMYT, 2011).

STOCKS DE PROXIMITÉ : ELEMENTS CLÉS ET OBJECTIFS

Les stocks de proximité ont existé pendant des siècles comme des éléments fondamentaux des stratégies de survie développées par les communautés traditionnelles. Les stocks de proximité sont des initiatives collectives formelles ou informelles gérées⁸ par les petits producteurs dans le but d'améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture (greniers de sécurité alimentaire⁹), ou d'augmenter les revenus en achetant du grain aux producteurs lorsque les prix sont bas et de le vendre lorsque les prix sont plus rentables (stocks commerciaux). Bien que leurs objectifs fondamentaux diffèrent, les deux types de réserves essaient en fin de compte, d'améliorer les conditions des producteurs par la gestion du cycle des prix.

Les **stocks de proximité dans les zones déficitaires** : les stocks de proximité situés dans les zones déficitaires visent principalement à accroître l'accès à la nourriture et la disponibilité des aliments. Dans ces zones, les stocks de proximité fonctionnent en achetant auprès des agriculteurs après la récolte et en vendant ce même grain dans la communauté pendant la soudure à un prix inférieur (ou en distribuant le grain entreposé sous forme d'emprunt). Les producteurs qui ont vendu du grain aux stocks de proximité doivent le racheter quand la période de soudure arrive et qu'ils n'ont plus de grain.

Les **stocks de proximité dans les zones excédentaires**¹⁰ : Augmenter les revenus est le principal objectif des stocks de proximité mis en place dans les zones excédentaires. Ces réserves ont un fonctionnement similaire à celui des stocks de proximité dans les zones déficitaires, mais avec un esprit différent, car ils cherchent à obtenir les prix les plus élevés possibles pendant la période de soudure et d'en partager les bénéfices avec les producteurs (une fois déduits les coûts de maintenance). Si gérés efficacement, les deux types de réserves peuvent tous les deux aider à réduire la vulnérabilité des acheteurs de produits alimentaires nets causée par les fluctuations saisonnières du marché et à alléger la contrainte de l'offre, en libérant les stocks quand les prix augmentent en raison des faibles niveaux d'approvisionnement.

Les stocks de proximité poursuivent des objectifs différents et peuvent prendre différentes formes en fonction de leur contexte. Ils peuvent chercher des objectifs commerciaux ou sociaux. Certains types de stocks de proximité (notamment les réserves de sécurité alimentaire) cherchent à protéger les plus vulnérables en garantissant l'accès à la nourriture de manière gratuite ou à bas prix pendant toute l'année (particulièrement pendant la période de soudure). Leur fonction sociale et les services qu'ils assurent aux plus démunis constituent leurs principes directeurs, même s'ils doivent maintenir l'équilibre entre la durabilité financière et la logique sociale pour rester économiquement viable. D'autres types de stocks (notamment la commercialisation groupée et le warrantage) sont principalement dirigés par des objectifs commerciaux et fonctionnent comme des entreprises cherchant à gagner des revenus. L'expérience suggère que les stocks de proximité ont été particulièrement vulnérables à cause de la recherche combinée des objectifs sociaux et commerciaux (Coulter, 2006, p. 4, Domingo, 1995 and Teysier, 2002).

La base communautaire des stocks de proximité facilite l'action au niveau local et donne aux stocks de proximité la souplesse nécessaire pour adapter leur composition et les services qu'ils offrent à chaque contexte local. Il est difficile de trouver des types « purs » de stocks de proximité. La plupart des stocks de proximité combine des objectifs multiples et il n'y a aucun classement ni aucun accord reconnu à grande échelle au sujet de quelle appellation correspondrait à quelle fonction. Aux fins de la présente étude, nous proposons la classification présentée dans le schéma n° 3.

Les « vrais » stocks de proximité sont ceux qui remplissent les trois conditions suivantes :

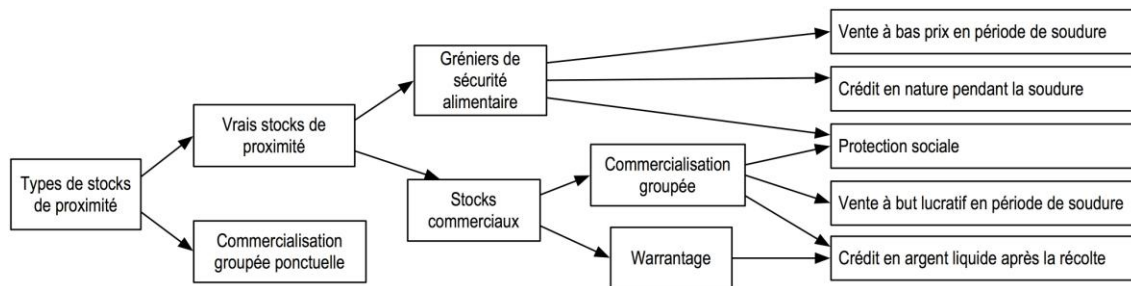
1. Ils ont pour objectif de tirer profit des variations de prix en utilisant le stockage communautaire (par opposition au ménager). Ceci est fait de deux manières: en diminuant

les marges de prix pour les consommateurs (surtout dans le cas de zones déficitaires), ou en l'augmentant pour les vendeurs (la plupart du temps dans le cas des zones excédentaires).

2. Il y a un risque prix associé au cycle des prix, qui est, au moins en partie, à la charge de l'organisation.

3. Ils fonctionnent comme des entreprises (y compris les greniers de sécurité alimentaire), car ils ont un bilan à la fin de la saison et peuvent faire faillite s'ils vendent à un prix inférieur à celui auquel ils avaient acheté initialement.

Schéma 3 : Types de stocks de proximité



Source : Gabriel Pons Cortès et Itziar Gómez Carrasco

RÉSERVES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE LOCALES¹¹

Les réserves de sécurité alimentaire locales ont pour objectif de sécuriser l'accès et la disponibilité des stocks au cours de la période de soudure en tenant un inventaire des stocks immédiatement disponibles qui peuvent être vendus à la communauté à des taux inférieurs aux prix du marché.

Certaines réserves de sécurité alimentaire fournissent des crédits en nature au cours de la période de soudure: le bénéficiaire ou le membre de la communauté obtient un prêt en nature et doit rembourser après la récolte. Le taux d'intérêt est généralement très élevé¹², afin de tenir compte de la variation des prix entre le moment où le prêt est contracté (au cours de la période de soudure, lorsque les prix sont élevés) et le moment où il est remboursé (post-récolte, quand ils sont bas).

D'autres¹³ ne vendent le grain que pendant la période de soudure et, par conséquent, le bénéficiaire doit trouver une autre activité (élevage horticulture ou vente de bétail) afin d'acheter du grain. Dans ce cas, le seul risque de prix restant est celui de la vente des réserves à un prix inférieur à celui payé à l'origine lorsqu'arrive la période de soudure. Il n'y a pas de manque de crédit, puisque les réserves sont toujours vendues.

Au Burkina Faso, l'Association Aidons l'Afrique Ensemble (AAAE) gère un groupe de 21 greniers de sécurité alimentaire dans le département de Rambo. Les stocks de proximité stockent entre janvier et mars et vendent entre juin et septembre. Étant donné que l'association n'accorde pas de crédits pour acheter le grain et que l'argent est requis pour couvrir les besoins céréaliers au cours de la période de soudure, elle distribue des arbres fruitiers (principalement des manguiers et des nérés) pour compléter les besoins alimentaires et fournir des revenus supplémentaires aux bénéficiaires (AAAE, 2011).

Ces types de stocks de proximité sont principalement situés dans les zones déficitaires et, par conséquent, les achats de grain doivent être effectués en dehors de la région. La plupart des

stocks de proximité s'approvisionnent régulièrement par l'achat des céréales dans les zones excédentaires. Lorsque ces mêmes stocks de proximité font partie d'un réseau plus vaste, des échanges sont organisés depuis les zones excédentaires vers celles déficitaires.

Encadré n° 1: La Fédération Naam

Au Burkina Faso, le réseau Naam est composé de 368 greniers de sécurité alimentaire situés dans 19 provinces à travers le pays (qui desservent près de 500.000 personnes). La présence de stocks de proximité à la fois dans les zones excédentaires et dans les zones déficitaires permet d'avoir principalement des ventes et des échanges au sein même du réseau (bien que la Fédération ait recours aux réserves externes quand la situation l'exige).

La Fédération Naam a amélioré l'accès à la nourriture des manières suivantes:

1. En modérant les prix afin de s'assurer qu'ils sont, au moins, similaires à ceux trouvés dans les marchés voisins (mais le plus souvent inférieurs) ;
2. En introduisant la vente au détail, ce qui permet que des petites quantités puissent être vendues directement au niveau des stocks de proximité (un service particulièrement utile pour les pauvres et les plus vulnérables) ;
3. En réduisant les coûts de transport ;
4. En ayant des effets positifs indirects sur les activités génératrices de revenus, par le biais d'achats locaux à des prix plus favorables et en encourageant le commerce local ;
5. En fournissant une aide alimentaire occasionnelle pour les plus vulnérables dans les moments d'extrême nécessité.

L'existence des greniers de sécurité alimentaire a apporté d'autres avantages importants pour la communauté. Elle a diversifié le type de nourriture disponible et offert la possibilité d'acheter des petites quantités, ce qui améliore à la fois le régime de la communauté et l'accès à la nourriture pour les personnes les plus vulnérables. La qualité des produits s'est également vue améliorée grâce aux meilleures conditions de stockage.

En outre, deux services essentiels sont offerts : a) une série d'activités de renforcement des capacités qui ont formé 4.400 membres des comités de gestion entre 2004-7; b) un système de crédit unifié basé sur une seule ligne (au nom de la Fédération) a aidé à surmonter le problème de manque de crédit.

Source: COTA (2009, p.67).

STOCKS COMMERCIAUX

Il existe, principalement, deux types de stocks commerciaux : la commercialisation groupée et le warrantage¹⁴. Le principal trait distinctif de ces deux types de réserves alimentaires, c'est que leur principal objectif est d'augmenter les revenus et cela implique de stocker des céréales des producteurs jusqu'à la fin de la saison afin d'assurer de meilleurs prix, ainsi que de fournir une certaine forme de crédit (avec les grains à titre de garantie).

La principale différence entre la commercialisation groupée et le warrantage, c'est que la commercialisation groupée a une sorte de fond de roulement qui lui permet de financer le crédit ou d'acheter du grain. Si les fonds proviennent d'une banque ou d'une institution de micro-finance, alors le stock peut être considéré comme une forme de warrantage (si le grain est certifié à titre de garantie de façon indépendante ou non). Par conséquent, les deux principales questions définitives sont : a) qui c'est qui stocke le grain, et b) qui fournit des fonds pour le crédit. Ces deux caractéristiques seront développées dans la section suivante.

Commercialisation groupée

La commercialisation groupée poursuit trois objectifs principaux : a) protéger les agriculteurs contre les pertes à la suite du cycle des prix (par ex. "survendre" à prix bas et racheter à des prix élevés); b) éviter l'exploitation de la part des intermédiaires; c) soutenir les agriculteurs en aidant à la recherche d'un meilleur marché pour leur grain (Coulter, 2006, p. 9). Ce type de réserve locale peut prendre une grande variété de formes, l'une de ses caractéristiques définitoires étant de savoir si elles sont établies dans des zones excédentaires ou déficitaires.

Par définition, la commercialisation groupée a pour objectif d'augmenter les revenus de ses membres. La diversité des services offerts dans les zones excédentaires est plus élevée que dans les zones déficitaires. Comme dans le cas des greniers de sécurité alimentaire, ils peuvent fournir des crédits en nature au cours de la période de soudure¹⁵ et, également, acheter également du grain ou octroyer des crédits en échange. Le crédit est un service fourni par la plupart des stocks situés dans les zones excédentaires.

Les stocks commerciaux ont recours à un large éventail de mesures internes en vue de :

1. Définir qui est le propriétaire du grain. La commercialisation groupée peut consister à acheter le grain du producteur et, dans ce cas, assumer tout le risque prix, ou il peut accorder des crédits au producteur avec le grain à titre de garantie, auquel cas c'est le producteur qui porte le risque prix. Le grain entreposé a le même but que l'argent dans les banques financières puisque les céréales constituent des passifs.
2. Organiser des ventes au cours de la période de soudure. Deux options sont les plus courantes : les ventes conjointes organisées par les stocks commerciaux à un moment précis dans le temps ou les ventes individuelles négociées à niveau particulier tout au long du cycle.

Cette variété représente les différentes solutions qui sont trouvées afin d'assumer le risque prix (examinée en détail dans la section sur la vulnérabilité face au risque prix).

Le type de propriété constitue un autre trait caractéristique. La personnalité juridique et le statut des coopératives céréalières sont pleinement reconnus, ce qui implique que leurs règles sont juridiquement contraignantes. Cependant, les stocks de proximité communautaires sont établis pour servir toute la communauté sans exception. Par conséquent, toutes les personnes qui appartiennent à la communauté adhèrent au stock. Les stocks sont établis avec l'objectif de servir la communauté en cas de besoin et sont dirigés par des leaders de la communauté, sans aucune forme d'accord juridique.

Warrantage

Les warrants (ou certificats de dépôt) sont des documents émis par les exploitants d'entrepôts comme preuve que les produits spécifiés, la quantité et la qualité indiquées, ont été stockées dans des endroits particuliers par les déposants désignés (Coulter et Onumah, 2002).

Le warrantage rassemble une association des producteurs (comme une banque de céréales ou une coopérative), une organisation qui certifie que le grain y est stocké et en émet le reçu, et une banque (qui fournit des crédits contre ces reçus à titre de garantie). Le stockage se fait par la voie d'une "garde sécurisée". Cela implique que l'exploitant de l'entrepôt est responsable de toute perte de la valeur du grain par le vol, l'incendie ou autres catastrophes, mais il n'a aucun intérêt légal ou bénéficiaire dans celui-ci. En cas de liquidation, le titre juridique demeure en faveur du déposant et, par conséquent, les créanciers ne sont pas en droit de réclamer la propriété des céréales stockées (Onumah, 2003, p. 3).

Le warrantage fonctionne de la façon suivante (Chetaille, 2011, fig 2):

1. Le producteur apporte le grain à l'entrepôt au début de la saison.

2. L'entrepôt en expédie un accusé de réception (certificat de dépôt ou mandat).
3. Le producteur négocie un crédit auprès de la banque (à l'aide d'un reçu à titre de garantie) qui sont évalués au prix actuel du grain sur le marché à ce moment-là.
4. À la fin de la saison, l'acheteur (avec le producteur) paie la valeur du produit à la banque.
5. La banque donne le reçu à l'acheteur.
6. L'acheteur donne le certificat à l'entrepôt et la banque paie au producteur la valeur du stock après en avoir déduit la valeur du crédit et les intérêts correspondants.
7. L'entrepôt donne le grain à l'acheteur.

Le warrantage peut donc permettre aux producteurs d'accéder à plus de capital et à un coût plus raisonnable, ce qui contribue à briser les barrières entre le secteur bancaire formel et les secteurs commerciaux autochtones (Coulter et al, 1997, p. 3).

Le warrantage peut être vu comme une version plus sophistiquée et formelle de commercialisation groupée. La différence principale entre le warrantage et la commercialisation groupée est que le warrantage évite le problème de la décapitalisation du fond de roulement, parce que le risque crédit retombe sur la banque, qui le couvre avec le reçu. Toutefois, veiller à ce qu'il y ait une garantie de qualité standard a des coûts de transaction, qui sont supportés par le producteur. Afin de se protéger du risque de prix, les banques ne fournissent des fonds que pour 60-70 pour cent de la valeur des produits. Par conséquent, le risque de prix retombe lui aussi sur le producteur (Chetaille, 2011, Afrique Verte 2011).

Au Niger, le warrantage a d'abord été mis en place en 1999 dans le cadre d'un projet financé par la FAO : Intrants Project. À l'heure actuelle, les services de crédit sont encore assurés par des institutions micro-financières parce que les banques sont encore réticentes à cause des risques que cela implique. Au Burkina, les expériences sont récentes et rares, ayant été initiées dans la plupart des cas depuis moins de 5 ans.

Une étude de cas portant sur quatre systèmes, Chetaille et al (2011) a montré que, bien que le warrantage orthodoxe ait réussi à accroître le revenu des producteurs de 20 pour cent, les pertes dues au risque prix en un an découragent la plupart des utilisateurs.

Commercialisation groupée ponctuelle

En Afrique Occidentale, il existe une modalité de commercialisation en commun ne pouvant pas être considérée comme un type de réserves alimentaires, connue sous le nom de «commercialisation groupée¹⁶ » Un groupe de paysans (qui généralement possèdent un entrepôt) déposent leurs stocks de céréales au cours de la saison des récoltes et les vendent conjointement avec le but d'obtenir de meilleurs prix.

Malgré que la commercialisation groupée ponctuelle poursuive des objectifs similaires et son fonctionnement soit presque identique à celui des stocks de proximité plus "classiques", elle ne peut pas être considérée comme une réserve alimentaire classique. La commercialisation groupée ponctuelle ne remplit pas deux des conditions fondamentales qui caractérisent les réserves alimentaires classiques : a) elle ne cherche pas à tirer profit des variations de prix en utilisant le stockage partagé (car, en général, elle entreprend des procès de vente à court terme et ne stocke guère) ; b) jusqu'à ce que la vente ne soit faite, chaque producteur assume le risque prix sans demander aucun crédit sur sa part du stock.

Par conséquent, le principal facteur de différenciation est le fait que la commercialisation groupée ponctuelle comporte des risques individuels, et non pas communautaires ou de la coopérative. Voilà pourquoi, habituellement, ce système est adopté dans des zones excédentaires et par les producteurs les moins vulnérables (c'est-à-dire ceux qui sont capables de garder une certaine partie de la récolte jusqu'à ce que les prix augmentent).

5 COMMENT LES STOCKS DE PROXIMITÉ PEUVENT-ILS CONTRIBUER À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

EN ATTENUANT LES EFFETS DE LA FLAMBÉE DES PRIX

Potentiellement, les stocks de proximité peuvent jouer un rôle crucial dans la lutte contre la flambée des prix. Bien que la mobilisation des réserves locales pourraient modérer les prix élevés au cours des années maigres (Dembélé, 2007, p.5), les mêmes facteurs qui affectent les réserves nationales affectent également les stocks de proximité : les niveaux des stocks sont plus élevés les bonnes années (lorsqu'il est peu probable que l'on fasse appel à la réserve pour faire face aux pénuries alimentaires), que les mauvaises années (lorsqu'il est fort probable que l'on ait besoin de la réserve) (Lynton-Evans, 1997, p.12). Il peut donc en être déduit qu'à cet égard, les stocks de proximité sont plutôt pro-cycliques que contra-cycliques.

Cela soulève la question des échanges entre zones excédentaires et zones déficitaires et la mise en commun des risques. Les échanges entre les différentes zones géographiques sont connus sous le nom d'"arbitrage spatial", lequel est considéré comme l'un des principaux facteurs ayant causé l'échec des stocks commerciaux dans le contexte de l'Afrique occidentale. Les difficultés auxquelles se sont heurtées les producteurs pour faire face aux opérateurs privés et comprendre les complexités du commerce privé ont eu pour résultat de minces marges nettes (dans le meilleur des cas) et de nombreuses pertes pour les banques céréalières (Coulter, 2006, p. 10).

Dans le cas des stocks de proximité, pour atténuer le risque prix l'on cherche à réduire les écarts de prix excessifs entre la saison de la récolte et celle de soudure (ce qui permet aux consommateurs d'accéder aux céréales à des prix équitables au cours de la période de soudure et aux producteurs d'augmenter leurs revenus). C'est ainsi que leurs membres obtiennent des prix plus favorables (principalement dans les cas des réserves de sécurité alimentaire) ou bien jouissent de meilleurs prix d'achat toute au long de l'année (principalement dans le cas de la commercialisation groupée). Toutefois, étant donné leur petite taille par rapport au marché, les stocks de proximité ne parviennent pas à atténuer les hausses de prix au niveau national¹⁷.

EN RENFORÇANT DES STRATEGIES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PLUS AMBITIEUSES

L'amélioration des pratiques agricoles est, d'après Coulter, «le changement le plus révolutionnaire» que les stocks de proximité peuvent potentiellement apporter, en raison des synergies puissantes entre la réduction du coût des intrants (là où ce service existe), l'amélioration des perspectives de recouvrement des crédits et celle des marchés de la production (Coulter 2006, p.19).

Les ONG qui établissent des stocks de proximité offrent également d'autres services complémentaires dans le cadre de stratégies de sécurité alimentaire plus ambitieuses s'appuyant sur le travail des organisations déjà existantes. Par exemple, au Burkina, l'AAAE¹⁸ offre des crédits pour acheter des bœufs de labour (Baziomo, 2011). La combinaison de l'utilisation de bœufs de labour et l'amélioration des pratiques agricoles a entraîné l'agrandissement des zones de culture, la réduction du temps de travail et l'augmentation des

rendements (jusqu'à 500 kg / ha de plus de maïs, 200 kg / ha en plus de mil et 100 kg / ha plus de sorgho).

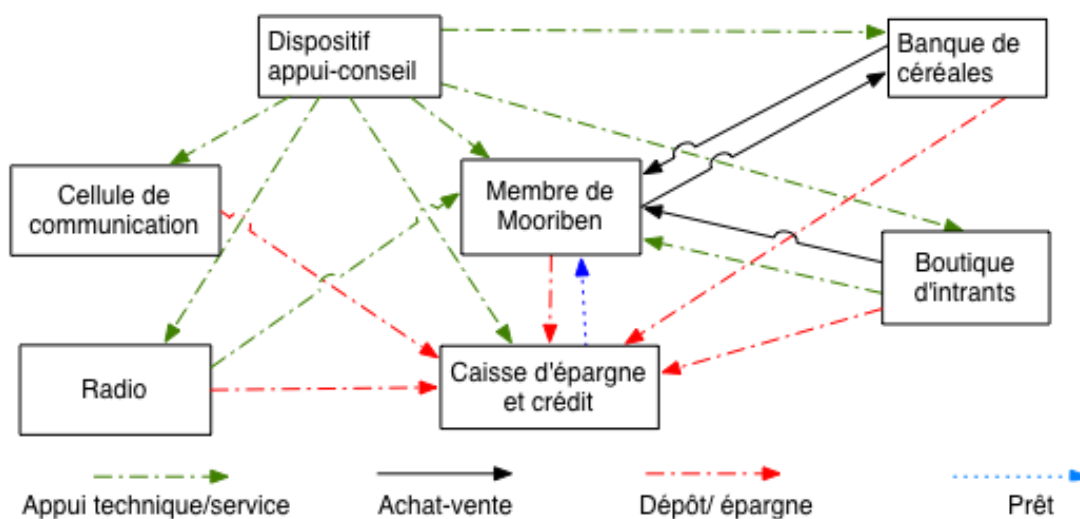
En Tanzanie, certains stocks de proximité ont également offert des charrettes à bœufs et des charrues de fer¹⁹ (selon les expériences des programmes d'Oxfam).

Les stocks de proximité ont également servi à rassembler les gens autour d'une question d'intérêt commun (l'amélioration des prix des céréales) et à fournir un forum permettant de discuter et de rechercher des solutions communes aux problèmes communs (notamment certains obstacles empêchant les petits producteurs de franchir le fossé entre leur propre subsistance et leur introduction sur le marché). Cela fait des stocks de proximité un outil puissant ayant le potentiel de soutenir des stratégies de sécurité alimentaire plus ambitieuses.

Certaines organisations ont également intégré des programmes de nutrition fondés sur les stocks de proximité. Dans ceux-ci les céréales sont utilisées pour produire un type de farine qui est ensuite enrichie en utilisant différents nutriments, puis distribuée gratuitement aux familles vulnérables pour améliorer l'alimentation de leurs enfants²⁰.

La fédération Mooriben au Niger a développé avec succès un système de services intégrés (voir schéma n°4) qui prend en charge les stratégies alimentaires plus ambitieuses de plusieurs façons. Les membres du réseau ont accès non seulement aux stocks de proximité, mais aussi à toute une gamme de services dont : une radio communautaire, des informations sur des questions d'intérêt pour les petits exploitants, un soutien au crédit, un warrantage, une vente des intrants et un appui technique (Benegouch, 2010).

Schéma 4: Réseau de services Mooriben



Source : redessiné à partir de Benegouch (2010)

EN METTANT EN ŒUVRE DES INITIATIVES DE PROTECTION SOCIALE

Certains stocks de proximité visent la protection sociale reposant essentiellement sur les efforts des personnes associées à leurs activités. Le cas du réseau Mooriben au Niger constitue une illustration intéressante de ce type de pratique. Le stock de proximité Mooriben demande

chaque membre une contribution d'au moins 5 kg pour la création d'un "stock de secours" au moment de la récolte. Au niveau de chaque stock de proximité, l'on établit le pourcentage global de la contribution (habituellement autour de 10 pour cent de la production excédentaire, quoique ce chiffre soit défini en fonction du volume global disponible). La stratégie de mobilisation du réseau Mooriben est exclusivement basée sur les ressources des groupements de réseaux et de leurs membres. En outre, le réseau couvre également les frais de transport pour la distribution du grain à ceux qui n'en ont pas les moyens. À la lumière de l'impact positif de cette initiative sur les plus vulnérables, Mooriben envisage de mettre en place ce type de stock dans tous les groupements d'ici 2014 (Mooriben, 2009, p. 12).

Bien que la Fédération Naam n'ait officiellement introduit aucune mesure concrète de protection sociale, les ventes au détail (amélioration de l'accessibilité pour les plus pauvres), la diversification (large gamme de produits et la possibilité de créer de petits marchés pour eux), les ventes à crédit et les dons occasionnels (bien que tous deux interdits par la charte) ont eu des effets positifs sur le bien-être des personnes les plus vulnérables (Sonet et Nacoulma, 2009, p. iv)

Au Burkina, l'AAAE a incorporé une série de mesures visant à soutenir les membres les plus vulnérables de la communauté (classées en 14 catégories concrètes). Le grain est régulièrement distribué gratuitement selon divers quotas établis sur la base du cas par cas (la taille du ménage étant un critère clé). Quand ils reçoivent du grain additionnel provenant de donateurs, un plan de distribution plus étendu est mis en œuvre.

Ce sont quelques exemples des initiatives de protection sociale réalisées par les stocks de proximité indépendamment des programmes gouvernementaux. Renforcer la relation entre les deux servirait à diminuer le fardeau des stocks et assurer aussi des bénéfices mutuels grâce à l'amélioration de la réponse des stocks et du gouvernement dans le domaine de la protection sociale. La section 7 inclue des détails additionnels sur ce point.

EN AUGMENTANT LES REVENUS DES PETITS PRODUCTEURS

Tel que nous venons de le décrire, les deux types de stocks de proximité (greniers de sécurité alimentaire et stocks commerciaux) peuvent fournir des fonds après la récolte. Ce facteur est important, car il permet d'empêcher le grain d'être vendu à bas prix et ainsi d'augmenter les revenus des producteurs. Cela est possible dans une certaine mesure qui dépend en grande partie des quantités vendues et des marges offertes par les stocks de proximité.

Les stocks de proximité peuvent aussi aider à fournir des revenus plus équitables pour les producteurs. Ces mesures peuvent favoriser la confiance du marché, qui peut à son tour inciter les petits producteurs à investir et à améliorer la production (numéros 3 et 5 du schéma n° 1).

Les petits producteurs peuvent bénéficier de l'augmentation des revenus grâce à deux principaux facteurs :

1. L'augmentation des rendements résultant de meilleures pratiques agricoles, (comme nous venons de l'expliquer ci-dessus).
2. Le stockage spéculatif (arbitrage temporel).

C'est le premier de ces facteurs qui contribue le plus à l'augmentation des revenus. Comme la plupart des producteurs ne sont en mesure de vendre que de petites quantités de céréales (un ou deux sacs), une augmentation du pourcentage sur ces petites quantités ne représente pas une grosse différence. Toutefois, peu importe le pourcentage de cette marge, le producteur peut toujours le considérer comme une bonne motivation pour accroître la production²¹.

EN PROTÉGANT LES MOYENS D'EXISTENCE ET LES ACTIFS

Les fonctions des stocks de proximité mentionnées dans cette section peuvent contribuer de manière significative à la protection des moyens d'existence et des actifs. En plus de répondre aux besoins d'urgence, les stocks de proximité peuvent servir des objectifs de développement à moyen et long terme en permettant aux collectivités de poursuivre leurs activités économiques au cours de la période de soudure, de manière à protéger leurs moyens d'existence et prévenir la migration.

Comme nous l'avons déjà souligné précédemment, la migration saisonnière (liée à la soudure) constitue un problème majeur dans des contextes d'insécurité alimentaire. La période de soudure coïncide avec la saison de semis et, par conséquent, la migration à ce moment là, déterminante pour la récolte suivante aggrave la situation globale, renforçant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. Les familles vulnérables perdent une partie de la force de travail nécessaire pour la semence lorsque les petits exploitants se voient obligés de migrer à la recherche d'un salaire leur permettant de couvrir leurs besoins alimentaires de base.

Les expériences en Tanzanie (programmes d'Oxfam), au Niger (Soumaila et H. Wada, 2009) et au Burkina Faso²² (Oxfam travail de terrain, 2012) suggèrent qu'en permettant aux collectivités de poursuivre leurs activités économiques, les stocks de proximité peuvent jouer un rôle central dans les efforts pour lutter contre les migrations en période de soudure.

Dans des contextes marqués par des risques idiosyncratiques (dans des situations où seulement certains individus ou sous-groupes sont touchés par la crise, et non pas la communauté toute entière), les stocks de proximité permettent aux petits producteurs d'obtenir des crédits²³ de céréales et de vendre au détail²⁴ des petites quantités de grains, leur offrant ainsi une alternative à la vente de leurs actifs (terre, bétail, semences, etc.).

Toutefois, les stocks de proximité n'ont pas la capacité d'agir à grande échelle lors de crises alimentaires à évolution lente. Cela est dû au fait que les stocks de proximité sont vulnérables aux facteurs climatiques qui affectent la plupart des habitants d'une zone. Si la récolte est mauvaise pour toute la population, il est plus difficile pour les stocks de proximité de résister au choc (question développée dans la section sur la vulnérabilité au climat).

Cela serait le cas pour le warrantage en particulier, puisqu'il est souvent largement basé sur la production locale. Les greniers de sécurité alimentaire dans les zones déficitaires pourraient éviter ces problèmes, puisqu'ils obtiennent le grain en dehors de la zone affectée (selon l'étendue de la sécheresse et si la capacité d'achat des bénéficiaires reste intacte).

Dans la plupart des cas, les stocks de proximité ne peuvent protéger efficacement les actifs que dans le cadre de stratégies locales répondant à des chocs idiosyncratiques, mais pas face aux complexités des chocs covariants²⁵.

EN AIDANT À SURMONTER L'ÉLOIGNEMENT ET L'ISOLEMENT

L'un des principaux facteurs qui limitent l'accès à la nourriture est l'éloignement géographique (et la distance jusqu'aux marchés). Le rôle particulier que les stocks de proximité peuvent jouer en tant que première ligne de défense mérite une attention particulière ; leurs spécificités les rendant particulièrement aptes à travailler efficacement dans les zones isolées.

La région du Sahel est vaste et de nombreuses communautés doivent faire face à des coûts de transport élevés aggravant plus encore le problème des prix lors de la période de soudure. En

outre, d'une part le réseau routier n'est pas approprié et d'autre part, la période de soudure coïncide avec la période où, en saison des pluies, les routes sont dans leur pire état.

Des études effectuées au nord du Burkina ont montré que, tandis que dans les zones déficitaires, la principale préoccupation était l'accès à la nourriture ; dans les zones excédentaires, le mauvais état des routes et le manque de moyens de transport constituaient les deux principales préoccupations pour les producteurs cherchant à envoyer leur production vers d'autres circonscriptions (COTA, 2009, p. 21). En outre, la question du transport ne se répercuterait pas seulement sur les prix mais aussi sur la disponibilité de la nourriture sur le marché local.

En tant que première ligne de défense, les stocks de proximité peuvent aider les communautés en situations d'urgence étant donné que leur proximité et leur familiarité avec le contexte local leur permettent d'assurer non seulement la remise rapide de nourriture, mais aussi la distribution d'une nourriture plus adaptée (biologiquement et culturellement) (S.Wiggins et S. Jaspars, 2009).

Hors des contextes de crise, les stocks de proximité peuvent également fournir un soutien considérable aux petits producteurs. L'on a observé, par exemple, que le fait de ne pas avoir à se déplacer jusqu'en ville pour acheter de la nourriture constitue déjà un avantage certain ayant des effets positifs sur le bien-être des petits producteurs et de leurs familles. L'expérience au Burkina met en évidence un certain nombre de façons grâce auxquelles les stocks de proximité contribuent à des objectifs plus ambitieux de sécurité alimentaire avec des mesures visant à surmonter l'éloignement et l'isolement. En rapprochant la nourriture des collectivités, les stocks de proximité permettent aux petits producteurs de consacrer plus d'heures au travail ; ils réduisent aussi les coûts de transport, diminuent le risque de vols sur les routes et réduisent les risques causés par les mauvaises conditions de la route lors de la saison des pluies (COTA, 2009, p.66).

EN AUTONOMISANT LES POPULATIONS

Pouvoir de (capacité individuelle)²⁶

Les stocks de proximité ont le potentiel de promouvoir de façons différentes l'autogestion (capacité de planifier et de prendre la responsabilité de ses propres actions) chez les petits producteurs. L'approche locale implicite dans la structure et le fonctionnement des stocks de proximité exige nécessairement la participation et l'implication de la communauté. En fait, la plupart des expériences réussies avec les stocks de proximité s'appuient sur le présupposé que les membres de la communauté doivent prendre leur part de responsabilité dans la quête de la sécurité alimentaire. Bien que les niveaux de participation et d'engagement varient selon les situations et les contextes, dans le cas des stocks de proximité, les membres sont généralement impliqués à tous les niveaux (depuis la construction des entrepôts et la contribution aux stocks initiaux jusqu'à la participation dans la définition des règles et normes). Ces caractéristiques particulières font que les structures des stocks de proximité soient susceptibles de soutenir efficacement l'autogestion des bonnes pratiques chez les petits producteurs.

Pouvoir sur (réduire la dépendance)

Les stocks de proximité promeuvent l'autosuffisance en renforçant la position des petits producteurs, réduisant leur dépendance et soutenant le développement de marchés dans lesquels les petits producteurs conservent une part plus équitable du pouvoir de marché (S. Wiggins et S. Jaspars, 2009). Ils peuvent également contribuer à équilibrer les relations de pouvoir et l'autonomisation des petits producteurs en limitant la concentration du pouvoir de marché dans la vente et la distribution de nourriture. Les programmes d'achats locaux peuvent aussi servir de filets de sécurité pour soutenir ces efforts.

Pouvoir avec (changer avec les autres membres)

Les stocks de proximité peuvent également favoriser la cohésion sociale au niveau de la collectivité en servant de centres collectifs où les questions d'intérêt commun sont discutées. Fournir ce type de forum peut aider à développer l'esprit communautaire et l'appropriation de l'initiative du stock local. Ceci, a un impact positif sur la gestion et la performance globale, et en même temps, cela apporte des nouvelles initiatives d'amélioration pour toute la communauté.

La Fédération Naam, l'AAAE et Mooriben ont mis en œuvre des activités de formation pour leurs membres dans le cadre des stocks de proximité, visant également à autonomiser les populations et à contribuer à l'amélioration des pratiques de gestion.

Démocratisation

En principe, les stocks de proximité devraient adopter des pratiques démocratiques tels que des élections justes et libres, un rôle dans la prise de décision pour les membres les plus faibles et une transparence dans le partage d'information. Comprendre à quel point ces pratiques sont une réalité pour les stocks de proximité nécessite une étude complète et échappe aux objectifs de ce document.

Cependant, il faut noter que ces arguments positifs sur l'autonomisation ont un inconvénient étant donné le caractère exclusif de certains stocks de proximité. Dans certains contextes, leurs membres deviennent des élites locales: ils achètent le grain de leurs membres à de bons prix (ou ils bénéficient de primes), mais ils achètent à des moins bons prix aux autres personnes. Pour les stocks commerciaux, il est souvent difficile d'assurer la non-exclusivité, surtout parce que les stocks doivent trouver un équilibre entre la contribution locale de ses membres et la recherche d'expansion.

EN FAVORISANT LA PARTICIPATION DES FEMMES ET LEUR AUTONOMISATION

Les stocks de proximité peuvent fournir un espace pour la participation et l'autonomisation des femmes. Les expériences au Burkina Faso (l'AAAE et la Fédération Naam) ont montré le rôle positif que peuvent jouer les femmes en tant que membres actifs des comités de gestion des stocks de proximité. Elles reçoivent une formation et aident à faire circuler l'information concernant les stocks de proximité chez les autres femmes de manière à encourager leur participation et leur accès à ceux-ci.

Au Niger, il existe des exemples de types particuliers de stocks de proximité qui ont été établis et adaptés uniquement pour les femmes les plus vulnérables de la communauté afin d'assurer le maintien de la production et de leur permettre de ne pas immigrer pendant la période de soudure. Dans ce projet, le crédit est accordé à un taux d'intérêt saisonnier de 10 pour cent et le remboursement dépend souvent des fonds des membres de la famille travaillant à l'étranger (car cela coïncide généralement avec la période où les céréales sont les plus chères), ce qui constitue un handicap important (Soumaila et H. Wada, 2009).

Au Burkina Faso, l'AAAE offre des microcrédits aux femmes (un total fixe individuel de 25.000 CFA à un taux saisonnier de 10 pour cent) grâce à une Caisse d'Épargne et de Crédit Villageoise de Développement. Ils sont accordés en octobre et remboursés progressivement jusqu'en juin. Depuis 2007, le programme a déjà bénéficié à 600 femmes avec un taux de remboursement de 100 pour cent²⁷. Les responsables de leur gestion expliquent ce taux élevé par deux facteurs : a) les bénéficiaires sont soigneusement sélectionnées par le comité local du village ; b) les bénéficiaires sont regroupés en équipes de 5 et acceptent de se couvrir mutuellement en cas de non-paiement.

Les comités de gestion de cette même association ont tendance à encourager les femmes membres à partager des informations sur les services disponibles (notamment sur les stocks de proximité) avec les autres femmes, afin de transmettre plus efficacement les messages en renforçant la confiance (entretien avec les comités de gestion des stocks de proximité, juin 2012).

La participation des femmes et leur accès sont également conditionnés par la complexité des facteurs socioculturels déterminant certaines pratiques quotidiennes. Dans le cas de l'accès aux stocks de proximité, par exemple, l'on a observé que, dans certaines communautés, l'achat du grain est considéré comme une tâche masculine lorsque la quantité à acheter est grande (un sac de 100 kg ou plus). Cependant, les hommes ont parfois honte d'aller aux stocks de proximité quand ils ne peuvent se permettre d'acheter que de petites quantités. Dans de telles situations, ce sont les femmes de la famille qui achètent le grain (entretien avec l'animateur de l'AAAE, Juin 2012).

Néanmoins, bien que l'expérience de la participation des femmes dans les stocks de proximité soit perçue positivement, l'on a observé que le problème de l'analphabétisme fait qu'en fin de compte, se soit souvent les hommes qui prennent les décisions clés.

En vue des données limitées disponibles dans cette rubrique, ce programme de recherche réalisera une autre étude pour compléter les informations existantes.

6 COMPRENDRE LA FRAGILITÉ DES STOCKS DE PROXIMITÉ

La fragilité des stocks de proximité ne peut être correctement comprise que si la complexité des obstacles auxquels ils sont confrontés est dûment prise en considération. Leurs faiblesses peuvent être regroupées en deux catégories principales : a) vulnérabilités (prix et climat) et b) défis (associés à la promotion, la planification et la conception des stocks de proximité et à leur gestion et organisation).

LA VULNERABILITÉ FACE AU RISQUE PRIX

Le risque prix peut être défini comme la variation inattendue de la valeur d'un produit sur le marché, ce qui a une incidence sur les attentes de revenus des agents économiques impliqués dans la production, le commerce ou la consommation de celui-ci.

Il est important de distinguer le risque prix de la variation des prix, puisque cette dernière est nécessaire afin de couvrir les coûts d'entretien, de stockage et de transport. Si le prix n'était pas supérieur à la fin de la saison qu'au début, aucun producteur ne serait prêt à stocker. La variation des prix entre les différentes saisons est également nécessaire parce qu'elle signale aux agriculteurs le besoin d'investir plus ou moins dans une culture, en fonction de son abondance ou de sa rareté sur le marché. Cette différence de prix entre différents moments dans le temps est connue sous le nom d'arbitrage temporel.

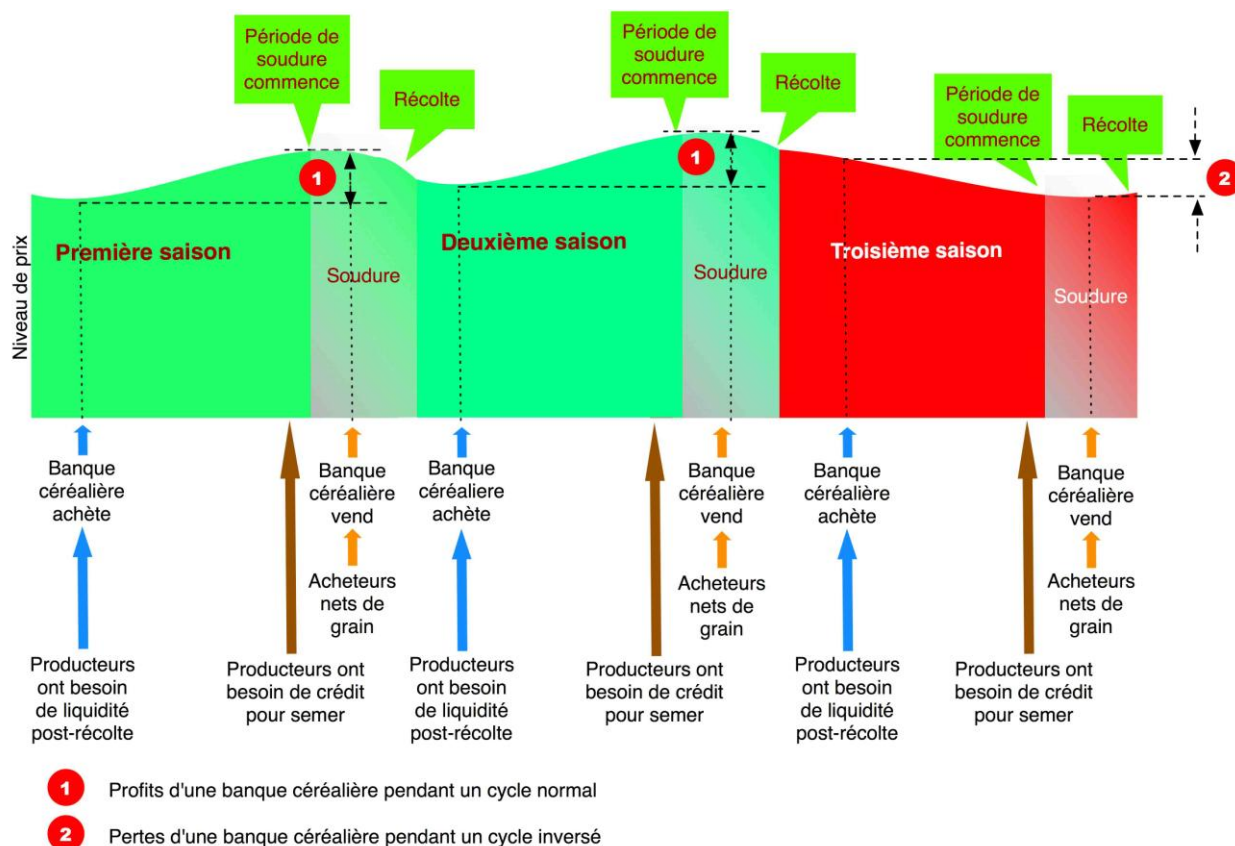
La même logique s'applique à la variation de prix entre les différents endroits, car si le prix n'est pas plus élevé loin des marchés locaux, les petits producteurs ne seront aucunement incités à transporter le grain vers les zones déficitaires. Ces différences de prix entre les différentes zones géographiques sont connues comme arbitrage spatial, et elles constituent un défi majeur pour les banques de céréales. L'expérience au Kenya suggère que, sans un transport gratuit ou subventionné et sans contact avec les ONG soutenant des initiatives de warrantage dans d'autres régions, il est difficile de gérer l'arbitrage spatial (Coulter, 2006, p. 38).

Dans le cas des céréales, le risque prix n'est pas le même pour les producteurs que pour les intermédiaires ou les stocks de proximité. Pour les producteurs, le risque prix signifie que les changements brusques des prix des intrants ou les chutes des prix des céréales peuvent compromettre la rentabilité de leurs cultures. S'ils ont assez d'argent pour conserver la récolte pendant quelques mois (ou s'ils appartiennent à une banque de céréales), le risque prix est alors le même que celui pris en charge par les intermédiaires ou les stocks de proximité (c'est à dire avoir, pendant la période de soudure, des prix plus bas qu'au cours de la saison de la récolte).

Pour les stocks de proximité, comme pour n'importe quel intermédiaire, le risque prix signifie que les prix à la fin de la saison sont inférieurs aux prix observés au début. Pour comprendre comment cela affecte les stocks de proximité, regardez le schéma n°5 (la première et la deuxième saison représentent des cycles de prix normaux, et la troisième saison serait un cycle anormal ou inversé).

Cette inversion du cycle peut arriver une année sur quatre dans les pays du Sahel sans accès à la mer, selon les calculs préliminaires basés sur des données statistiques effectués dans le cadre du présent rapport de recherche.

Schéma 5: Comment l'inversion des cycles des prix affecte les stocks de proximité



Source : Gabriel Pons Cortès et Itziar Gómez Carrasco

Les raisons qui expliquent cette inversion de cycle sont sûrement nombreuses :

- Deux bonnes récoltes consécutives ; début de la saison avec des prix plus élevés que d'habitude, compensés par l'entrée de grain à la fin de la saison; plus de stocks initialement aux mains du secteur privé, ou une baisse des prix sur les marchés internationaux.
- L'intervention de l'État est probablement l'une des raisons les plus fréquentes de l'inversion du cycle selon les situations et les contextes. Lorsqu'ils sont confrontés à la volatilité des prix, les États peuvent adopter différentes stratégies. Ils peuvent essayer de contrôler l'augmentation des prix (généralement à la fin de la saison) pour tenter d'aider la majorité de la population, qui se compose d'acheteurs nets, ceci en posant comme priorité la consommation à des prix inférieurs (par le biais des importations, des interdictions d'exportation, ou de l'aide alimentaire). Les restrictions d'importations peuvent être le seul moyen pour les pays exportateurs d'éviter les effets de la flambée de prix dans les marchés internationaux sur les marchés internes. Dans ce type de cas, les restrictions doivent seulement être permises avec l'objectif d'assurer une disponibilité nationale de grain pour couvrir les besoins intérieurs mais doivent être interdites au delà de ces besoins (Galtier, 2002).

Le cas des interdictions d'exportation en Tanzanie, par exemple, fournit une illustration claire de cette pratique. Des études montrent comment les interdictions imposées par l'État (Chetaille et al, 2011, Jenin, 2011) entraînent la chute des prix en période de soudure, ce qui, à son tour, génère des pertes pour les stocks commerciaux (même si une fourchette de prix pourrait avoir les mêmes effets si appliquée pendant la période de soudure). Bien qu'il soit compréhensible que l'État cherche les moyens d'assurer des bas prix pour la majorité de la population, une fois que les implications de ce type de politique sont prises en compte, les avantages sont loin d'être évidents. Ces mesures axées sur les consommateurs sont préjudiciables pour les

warrantages, car elles compromettent leur capacité de fonctionner comme des outils transformant les acheteurs-nets en producteurs-nets (du moins dans les zones rurales). Ainsi, si les prix sont bas à la fin de la saison, effectivement cela met en danger la performance et l'efficacité de la principale solution que les communautés ont trouvée pour essayer de faire face aux problèmes décrits dans le schéma n°2 (à savoir les stocks de proximité, le warrantage et les coopératives de commercialisation).

Comment le risque prix affecte le warrantage?

Le warrantage souffre également du risque prix, la différence étant que ce risque est supporté principalement par le producteur. Étant donné que, dans le cas du warrantage, c'est la banque qui accorde le crédit au producteur, il est généralement admis que le risque prix est solidairement partagé par les deux parties. Toutefois, une étude portée par Afrique Verte (2011) montre qu'en fait, dans le scénario susmentionné, le risque incombe très largement au producteur :

- Les banques gagnent plus que le producteur dans 62 pour cent des cas.
- Les organisations de producteurs gagnent plus que la banque dans 26 pour cent des cas seulement.
- Les bénéfices pour les deux ne sont similaires que dans 12 pour cent des cas.

Les banques tentent de se couvrir contre le risque prix en octroyant des crédits qui ne représentent que 60-70 pour cent de la valeur réelle du grain déposé par les producteurs. Cela garantit que la banque ne subisse des pertes que dans de très rares circonstances, tandis que le producteur a beaucoup plus de possibilités d'en sortir perdant.

LA VULNERABILITÉ AU CLIMAT

Le climat, et notamment, la sécheresse, est l'un des problèmes les plus graves auxquels doivent faire face les stocks de proximité. Les mauvaises récoltes les affectent de plusieurs façons :

- Le nombre de non-paiements de crédits est très élevé.
- Les stocks sont inférieurs en raison de mauvaises récoltes.
- Le chiffre d'affaires est inférieur en raison de la faiblesse des stocks.
- La décapitalisation à la suite des trois points susmentionnés.

L'on a souvent affirmé qu'il existe une compensation naturelle (ou «assurance naturelle») entre le risque prix et le risque climatique : la baisse des récoltes dans les mauvaises années est généralement compensée par l'augmentation des prix et, par conséquent, le risque prix et le risque rendement sont compensés (au moins en partie). Les pertes ou réductions souffertes par la production seraient atténuées par la hausse des revenus en raison des prix élevés.

Cependant, l'on pourrait aussi remarquer que l'assurance naturelle a un effet inverse, étant donné que, lors de mauvaises récoltes, les producteurs se voient eux aussi obligés d'acheter de grandes quantités sur le marché pour nourrir leurs familles, or les prix sont élevés puisque la récolte a été mauvaise (Galtier 2009, p. 10 - 11). D'après une étude menée en Afrique orientale et australe par Barret (2008, tableau 1, p. 308), c'est ce qui arrive effectivement dans plus de 70 pour cent des pays étudiés. L'assurance naturelle n'est donc qu'un mythe, pour tous ces petits producteurs qui sont des consommateurs nets et qui ne peuvent pas produire assez pour nourrir leurs familles toute l'année.

Encadré n° 2 : Participation d'Oxfam à des initiatives d'assurance indicielle

Oxfam participe actuellement à plusieurs initiatives sur l'assurance indicielle.

La plus ancienne est HARITA en Éthiopie, un programme innovateur qui vise à rendre accessible une assurance commercialement viable pour les agriculteurs les plus vulnérables. Cette initiative offre la possibilité de payer la prime d'assurance par le biais d'une « assurance pour le travail » avec le partenaire communautaire local Relief Society of Tigray, la réassurance de la Suisse de Réassurances et le soutien de la Rockefeller Foundation. Les agriculteurs se lancent dans des projets communautaires de réduction des risques, comme des projets d'irrigation et de meilleure gestion de leurs terrains. Le projet a été étendu à plus de 1.300 familles dans cinq villages en 2010, et plus de 13.000 ménages dans quarante-trois villages en 2011. Cette même année, sept villages ont souffert des conditions de sécheresse et 1.810 agriculteurs ont été indemnisés.

HARITA a été intégrée dans une initiative plus large, R4 Initiative de Résilience Rurale²⁸, un partenariat entre Oxfam America et le PAM qui vise à reproduire le cadre global sur la façon de gérer le risque climatique. Il étendra ses travaux au Sénégal et à deux autres pays, qui doivent encore être déterminés au cours de l'année prochaine.

Au Mali et au Burkina, PlaNet Guarantee, Allianz et Oxfam ont implanté un projet d'assurance indicielle avec l'objectif de couvrir 60.000 agriculteurs en Afrique occidentale. Les projets utilisent des données satellitaires pour évaluer la quantité de pluie en vue de développer des méthodes qui réduisent le plus possible le risque de base. Actuellement, au Burkina, PlaNet et Intermón Oxfam mettent en œuvre un projet pour 5.000 agriculteurs membres de la Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso (FEPAB). Dans le cadre de ce projet, l'assurance constitue une exigence obligatoire si l'on veut obtenir un prêt agricole.

Il est important de souligner que l'assurance indicielle est conçue pour protéger les individus contre le non-remboursement, mais pas les stocks de proximité, qui seraient tout aussi affectés par les effets négatifs des problèmes susmentionnés (à savoir b, c et partiellement d). Ainsi donc, il serait nécessaire de penser à un type d'assurance spécialement adaptée aux besoins des stocks de proximité afin de fournir un soutien indispensable au développement de ceux-ci et de contribuer à leur viabilité.

PROMOTION, PLANIFICATION ET CONCEPTION

Promotion

L'expérience des dernières décennies suggère que chaque fois que des stocks de proximité ont été promus à grande échelle dans le cadre d'initiatives ambitieuses des autorités (top-down), cela n'a pas marché. À l'opposé, à partir du moment où le modèle d'affaires n'est pas trop risqué, les processus à long terme, jouissant lentement et patiemment de l'appui externe (comme la Fédération Naam au Burkina Faso), montrent une bonne performance depuis de nombreuses années.

Dans de nombreux cas, les stocks de proximité ont été créés pour répondre à une décision politique plutôt que pour matérialiser une demande effective des communautés (Dembélé 2007, p.5). Cette approche top-down a souvent provoqué un manque d'appropriation de l'initiative, ce qui a ouvert la voie à la corruption²⁹, a limité la participation et a fini par entraîner l'échec de plusieurs stocks de proximité.

Par exemple, dans les années 1990, le gouvernement tanzanien a construit 1000 entrepôts d'une capacité de 300 tonnes. Ceux-ci n'ont pas été utilisés par les agriculteurs parce qu'ils

n'avaient pas confiance en les organisations créées pour les gérer. Depuis lors, bon nombre de ces entrepôts ont été transformés en warrantages gérés par le secteur privé (Coulter, 2007).

Le détournement de l'argent public peut également être un problème. Un exemple documenté montre comment un projet financé par le Gouvernement du Japon pour la construction de 101 entrepôts au Mali a entraîné une série d'irrégularités financières s'élevant à un total de 1,32 milliards de francs CFA - plus de 2 M € (Diarra, 2011 p.72).

Les arguments avancés dans ce rapport soulèvent la question suivante : de grandes quantités de fonds peuvent-elles être allouées à la promotion des banques de céréales avec des garanties suffisantes d'efficacité et d'appropriation de l'initiative. Les recommandations incluses dans la section finale de ce rapport suggèrent quelques conditions nécessaires au succès de ce type d'initiative.

Planification et conception

Les stocks de proximité ont souvent été conçus et établis sur la base d'une analyse portant sur des données inexactes. Par conséquent, beaucoup de stocks de proximité étaient perdus d'avance.

La durabilité des réserves locales est liée à leur capacité à être approuvées par les collectivités qu'elles desservent et, en ce sens, l'appropriation de l'initiative est extrêmement importante. Si la réserve locale est vraiment considérée comme un instrument clé dans la quête de la sécurité alimentaire, elle recevra le niveau de soutien requis pour lui donner les meilleures chances possibles de devenir efficace et durable.

En l'absence de directives adéquates et de soutien technique dès les premières étapes, les stocks de proximité ont été confrontés à un manque généralisé de capacités de gestion, avec des infrastructures pauvres, des règlements et des constitutions insuffisantes pour soutenir efficacement leur développement (Dembele, 2007, p.5).

Les stocks de proximité ne sont pas différents des nombreuses autres organisations de producteurs et coopératives qui combinent des objectifs sociaux et commerciaux. En fait, les mêmes conditions qui s'appliquent à la promotion des coopératives peuvent s'appliquer aux stocks de proximité. Chirwa et al (2005) font les recommandations suivantes :

- Des règles claires et des normes de comportement devraient être établies pour les fonctionnaires et leurs membres, avec des systèmes de suivi et d'application de sanctions. Les systèmes d'audit financiers sont particulièrement importants.
- Les structures de gouvernance qui déterminent la relation entre le droit de vote ou de contrôle, l'investissement en actions et l'utilisation des services des organisations partenaires actives (OP) doivent évoluer pour répondre aux opportunités critiques des marchés et ressources disponibles et aux contraintes auxquelles sont confrontés les OP.
- La plupart des groupes d'agriculteurs locaux ont besoin de recevoir le soutien des niveaux supérieures de la hiérarchie, les organisations gouvernementales, non gouvernementales ou commerciales, mais ce soutien doit être soigneusement adapté aux besoins de ces groupes et de leurs opportunités, en reconnaissant que le renforcement des capacités est un processus à long terme.
- Les groupes d'agriculteurs et les organisations de plus haut niveau sont sensibles aux interférences politiques et, par conséquent, des règles claires doivent être convenues et appliquées pour empêcher la subversion des influences politiques.

LES PROBLÈMES DE GESTION

Les problèmes liés à la gestion sont au cœur de l'échec de beaucoup de stocks de proximité. Lorsque l'on cherche à expliquer les problèmes de fonctionnement des stocks de proximité, les causes les plus fréquemment citées sont : une absence de règles et de hautes commissions d'administrateurs, un manque de responsabilité, des capacités insuffisantes et une surveillance déficiente (Blein, 1999). Ils représentent aussi quelques-uns des défis majeurs que doivent surmonter les stocks de proximité, afin de renforcer leur position et d'améliorer leur performance globale.

Beaucoup de ces problèmes sont en fait dus à une mauvaise phase de conception et planification, ainsi qu'à l'absence d'études de faisabilité préalables à la création des stocks de proximité. Les faibles capacités et le manque de formation des membres du comité de gestion ainsi que leurs longues procédures administratives et opérationnelles constituent également un facteur déterminant de l'échec de beaucoup de stocks de proximité (Kent, 1999 et Diop et al, 2006).

Les stocks de proximité ont tendance à être gérés en suivant aveuglément les usages coutumiers (achat post-récolte et stockage à vendre au cours de la période de soudure). Les administrateurs parviennent rarement à réfléchir stratégiquement sur les conditions du marché et n'ont pas la capacité de réagir sur la base d'une information plus vaste et complexe qui permettrait d'améliorer le fonctionnement global et les perspectives des stocks de proximité.

La pensée stratégique est essentielle pour s'assurer que les stocks de proximité gèrent les arbitrages temporel et spatial aussi efficacement que possible. Une prévision et prévoyance adéquates jouent un rôle fondamental pour assurer que les stocks de proximité fonctionnent dans les meilleures conditions possibles. La preuve en est l'expérience de la Fédération Naam (Blein, 1999) montrant combien ces facteurs contribuent à la réussite et à la viabilité des stocks de proximité. Les stocks de proximité les plus viables sont ceux qui parviennent à planifier leurs achats à l'avance et réussir à obtenir les prix et les conditions de stockage les plus avantageux.

Tel que nous l'avons mentionné précédemment, les stocks commerciaux ont affaire à l'arbitrage spatial (commercial entre les emplacements géographiques) (Coulter, 2006) et à l'arbitrage temporel. Les expériences de Mooriben et de la Fédération Naam fournissent un témoignage précis sur les défis associés à l'achat de grain à la fois du point de vue logistique (frais de transport et d'accès routier) d'un point de vue de la sécurisation des achats stratégiques (conditionnée par l'accès aux données sur les prix qui assure la prise de décisions informée dans les meilleures conditions possibles).

Une question qui se pose est celle de savoir si, étant donné le risque prix en jeu, l'achat post-récolte et la vente de la totalité du stock dans la période de soudure constitue la meilleure stratégie pour le warrantage. Kouyaté et al (2002) montrent que les commerçants du Niger n'accumulent pas de stocks importants mais qu'ils effectuent plutôt des rotations rapides, ceci est dû à leur manque de fonds de roulement ainsi qu'au risque prix auquel ils sont confrontés. Blein (1999, p. 58) fournit une illustration convaincante de la limitation des marges qu'entraîne ne faire qu'une seule rotation. Dans son exemple, un warrantage d'une capacité de 15 tonnes, qui ne compléterait qu'une seule rotation par an, devrait obtenir une marge de 17 pour cent pour s'assurer que le fonds de roulement du warrantage reste stable (en termes absolus). Cette marge doit atteindre 20 pour cent pour assurer la stabilisation du pouvoir d'achat du fonds de roulement (en tenant compte de l'inflation et des tendances à la hausse des prix des céréales). Les marges en-dessous de ce pourcentage entraîneraient inévitablement la décapitalisation progressive des stocks. D'où l'importance de s'assurer que les décisions soient bien informées et soient bien fondées sur des stratégies globales, plutôt que sur des systèmes mécaniques ou opérationnels (tels que "toujours acheter une fois au début et vendre une fois à la fin" au lieu de "agir selon les indications du marché").

Non-remboursement de crédit

Fournir des services de crédit constitue l'une des raisons principales derrière la création de stocks de proximité. Dans de nombreux contextes, l'octroi de crédit représente l'un des objectifs les plus poursuivis, mais en même temps, il tend à être le plus problématique. Or, il est vrai que le non-remboursement de crédit est l'un des facteurs clés menant à l'échec des stocks de proximité.

La question de l'octroi ou du non-octroi de crédit est l'une des décisions stratégiques principales que doivent prendre les stocks de proximité. Les raisons du non-remboursement de crédit sont très complexes, car il n'est pas seulement le résultat d'une mauvaise gestion. Il peut également être dû à une mauvaise récolte, à des questions culturelles, à un aléa moral (parfois causé par les agences de coopération pour le développement), ou à de nombreuses autres causes. Au Burkina, la Fédération Naam a décidé d'éviter de donner des crédits aux consommateurs après avoir réalisé que le manque de crédit a été le principal risque pour la durabilité des stocks de proximité.

L'AAAE a pris une décision similaire et elle a opté pour la mise en place d'un organisme indépendant de micro-finance (la Caisse d'épargne et Crédit Villageoise de Développement) pour gérer les crédits sans qu'ils soient associés aux stocks de proximité.

Il semblerait qu'à ce jour la seule solution viable au problème du non-remboursement de crédit a été celle de créer des structures de crédit indépendantes : ce qui trahit le principe originel de l'utilisation de céréales comme forme de garantie. Ceci constitue une réflexion claire du niveau des difficultés entraînées par l'offre de services de crédit viables quand ceux-ci sont liés aux structures des stocks de proximité vulnérables et à capacité limitée.

Frais

Les promoteurs ont également tendance à surestimer les gains obtenus par le stockage spéculatif de céréales (Coulter, 2006). Ceci est dû au manque et à la faible disponibilité d'études de faisabilité. Ces études devraient normalement contribuer à révéler les frais qui généralement ne sont pas pris en compte. Les frais habituels comprennent l'entretien du magasin, le personnel (quand il est payé), la lutte contre les parasites ainsi que les frais financiers (l'intérêt du capital utilisé pour acheter le grain). Un faible pourcentage (généralement entre 2,5 et 5 pour cent, bien que souvent plus élevé) doit également être retiré pour le grain détérioré.

Les dépenses financières représentent une part importante du total des frais de fonctionnement des stocks de proximité. Au Niger, par exemple (Afrique Verte 2011) le taux d'intérêt est de 2,5 pour cent par mois. Le pourcentage total au cours de la période de stockage est de 15 pour cent. Une fois que les 2,5 pour cent du grain détérioré en est déduit, une augmentation des prix de 17,5 pour cent est requise rien que pour couvrir la détérioration et les dépenses financières. D'après la même étude (basée sur les prix du mil), dans 24 des 34 des exemples étudiés, le prix en période de soudure a été de 17,5 pour cent plus élevé que pendant la récolte. Cela implique un taux d'échec de 29 pour cent, un pourcentage qui est loin d'être négligeable, puisqu'il oblige le producteur ou la productrice à fournir des fonds supplémentaires à la vente de son grain afin de rembourser le crédit.

L'entretien du magasin ainsi que la taille de celui-ci, comme dans toute entreprise avec des coûts fixes, impliquent des coûts. Quatre études de cas menées par Chetaille et al (2011) montrent que les coûts peuvent varier de 1,4 € / 100kg pour le maïs jusqu'à 6,5 € / 100 kg pour le paddy. Mais cette étude montre de manière intéressante que la banque de céréales la plus petite (200 t) a les coûts les plus bas, par rapport au plus haut (6,5 € / 100 kg) du paddy avec 800 t. Cela pourrait s'expliquer par la modalité d'organisation : les petits stocks de proximité peuvent être compétitifs s'ils réduisent les frais fixes et le personnel travaille sur la base du volontariat.

Outre les frais physiques, le fonctionnement des stocks de proximité implique des frais de transaction importants (frais non-physiques associés à l'information, la négociation et l'exécution des contrats) qui peuvent être encore plus importants, car ils peuvent dissuader une plus large participation. En outre, il existe aussi d'autres frais de participation. D'après Coulter (2007), il existe divers coûts cachés dans la participation aux stocks de proximité :

- Les coûts associés à la perte d'autonomie des individus au sein de leur groupe.
- Le coût d'opportunité du temps passé à se réunir et à communiquer avec les autres membres du groupe.
- Le coût de veiller à ce que le "comportement accordé" soit respecté par le personnel, les officiers et les membres du groupe. Cela peut impliquer l'introduction des protocoles de pesticides, le rejet de produits qui n'ont pas les standards et l'interdiction de la vente aux intermédiaires selon les contrats (ainsi que le règlement des litiges et l'application des sanctions).

Ces frais cachés constituent un obstacle pour les petits producteurs. Ceux-ci pourraient stocker 2-3 sacs de céréales, en ayant la fausse impression qu'il n'est pas rentable d'appartenir à un stock de proximité. Afin d'assurer la participation des plus vulnérables, le stock de proximité doit être en mesure d'offrir d'autres services, tels que l'ampliation agricole ou le crédit, compensant les frais de participation.

Ceci est particulièrement important à la lumière de l'accès limité qu'ont les petits producteurs aux informations sur les prix, par conséquent, ils vendent souvent à des prix inférieurs à ceux du marché. Les frais et les coûts supportés pour pouvoir être membre d'un stock de proximité doivent être évalués en comparaison avec les pertes causées par le manque d'information nécessaire pour garantir des prix équitables (Chetaille, 2011).

La mauvaise qualité du grain

Il y a un problème traditionnel de mauvaise qualité du grain et de manque de niveaux et standards dans les zones rurales, un problème qui affecte non seulement les stocks de proximité, mais aussi les agriculteurs au sens large. Entre autres, ceci est causé par le manque de confiance entre les agriculteurs et les intermédiaires: les premiers jouant sur la qualité (en mélangeant des débris, et même des pierres, avec le grain) et les derniers, ne payant pas le poids exact (en trichant sur les mesures).

Une fois les grains dans les stocks de proximité, il peut y avoir des pertes supplémentaires en raison d'une mauvaise gestion technique. Ce problème de qualité du grain, dénommé « risque qualité » par Chetaille (2011), va des graves problèmes de conservation -incapacité de lutter contre les parasites, parfois à cause de faux-pesticides, des techniques de séchage, de l'humidité, de la saleté ... à l'absence de niveaux et standards requis pour participer aux appels d'offres et aux échanges des produits de base.

En termes de conservation du grain, il faut souligner que, bien que l'un des principaux objectifs des stocks de proximité soit d'améliorer la qualité du stockage (voir schéma n°2), de nombreux stocks de proximité ne réussissent pas à contrôler l'état du grain.

L'un des objectifs du programme *Purchase for Progress* (P4P, voir encadré n°3) est d'améliorer la qualité du grain des agriculteurs afin de les intégrer dans des chaînes de valeur. L'hypothèse est qu'il existe un marché de qualité payant plus pour un meilleur grain. Pour le moment, le PAM est celui qui verse la prime à la qualité, mais il n'est pas évident que d'autres acheteurs fassent la même chose. Cette hypothèse doit encore être testée dans de nombreux pays. Des facteurs tels que l'émergence des classes moyennes et les préférences changeantes des consommateurs pourraient augmenter la demande de céréales de meilleure qualité (Banque Mondiale, 2011).

Certaines nouvelles technologies qui sont développées pour améliorer la qualité du grain offrent de nouvelles possibilités aux agriculteurs. Par exemple :

- Le super-sac (un sac en plastique hermétique qui tue les parasites grâce à la respiration du grain quand il consomme l'oxygène) et d'autres méthodes sous atmosphère modifiée (GrainPro, Eco2 ...).
- La « boîte bleue », un petit kit développé par le P4P contenant un l'équipement de base pour l'essai de la qualité du grain et des outils pour tester la qualité des aliments sur le terrain. La boîte bleue contient un équipement d'échantillonnage du grain ; un matériel de calibrage et un kit d'essai d'aflatoxine.

7 DÉFINITION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE OÙ LES STOCKS DE PROXIMITÉ PUISSENT PROSPÉRER

A QUOI SERVENT LES STOCKS DE PROXIMITÉ ?

Les stocks de proximité peuvent jouer un rôle clé dans le cadre des stratégies locales et nationales de sécurité alimentaire. Le fait qu'ils soient fermement ancrés au niveau local de la sécurité alimentaire les rend particulièrement bien placés pour répondre efficacement aux besoins locaux et pour s'adapter aux changements. Les stocks de proximité sont adaptés à chaque contexte spécifique et leurs objectifs peuvent être adaptés en fonction des besoins concrets des collectivités qu'ils desservent.

Les stocks de proximité peuvent être un outil efficace dans la lutte contre les risques idiosyncrasiques. Ils peuvent répondre aux besoins de certains individus et de petits groupes dans des circonstances où les effets du choc ne touchent pas toute la population (c'est-à-dire, quand seulement une partie de la population exige les services du stock de proximité). Les stocks de proximité peuvent également soutenir les populations les plus vulnérables dans les années normales en leur facilitant l'accès à la nourriture à des prix inférieurs.

Toutefois, dans la lutte contre les chocs covariants (sécheresses, inondations, montées des prix) provoquant des crises alimentaires récurrentes, les limites des stocks de proximité doivent être reconnues, puisque ces chocs affectent directement la production locale et rendent cet instrument inefficace face à ces macro chocs. Il se passe la même chose dans les situations où l'inversion des cycles des prix provoque la faillite des stocks de proximité. À la lumière de ces insuffisances, on peut affirmer que, face à des chocs covariants, c'est au niveau des réserves alimentaires nationales que les questions d'insécurité alimentaire peuvent être traitées le plus efficacement. Par contre, il faut reconnaître a) le rôle de protection et de défense des économies familiales face à des chocs personnels et b) la nécessité de relancer ces structures de défense après un choc de grande ampleur ou une phase d'inversion des prix.

COMMENT DEVRAIT-ON SOUTENIR, PLANIFIER ET CONCEVOIR LES STOCKS DE PROXIMITÉ ?

Veiller à l'appropriation de l'initiative

L'une des conclusions de cette étude est que les stocks de proximité méritent d'être « promus ». Il est important d'introduire cette section en faisant la différence entre la promotion et le soutien. Promotion signifie la création de nouveaux stocks de proximité, et non le soutien de ceux qui existent déjà. Il est crucial de savoir comment ces nouveaux stocks de proximité doivent être promus. Nous avons vu plus haut que les approches top-down ont tendance à conduire à un manque d'appropriation de l'initiative pouvant être très problématique.

Le premier point consiste à se souvenir qu'ils sont et doivent être gérés comme des entreprises. Les donateurs de fonds plaident en faveur de la participation du secteur privé dans la gestion des réserves et pour l'inclusion des agriculteurs les plus pauvres dans la chaîne de valeur. Les stocks de proximité accomplissent ces deux objectifs, car ils appartiennent à des producteurs locaux et ils relèvent (ou devraient relever) de leurs propres initiatives. Par conséquent, ils devraient être traités comme appartenant au secteur privé. Le risque d'échec

peut être élevé, comme dans toute autre initiative privée et les mêmes réserves s'appliquent comme dans toute autre initiative agro-industrielle.

Deuxièmement, toute sorte de don pour construire l'entrepôt ou constituer un fonds de roulement a besoin d'une forte contrepartie de la contribution locale. Dans les expériences d'Oxfam en Tanzanie, les «actionnaires» ont construit les entrepôts (leur contribution à la construction a été divisée en parts égales de temps consacré). Le niveau d'appropriation de l'initiative fut excellent, le seul effet secondaire étant que certains groupes étaient trop réticents à inclure de nouveaux membres, parce que les nouveaux membres devaient égaler la contribution des anciens membres en espèces. Oxfam a contribué avec les matériaux de construction et le soutien d'experts dans la construction, et dans certains cas, avec le fond de roulement.

En améliorant la planification et la conception

Les stocks de proximité ne constituent pas une simple solution type qui peut être appliquée partout. Ils ne sont pas viables dans tous les contextes et exigent certaines conditions pour bien fonctionner (par exemple, les stocks de proximité ne sont pas adaptés aux marchés céréaliers hautement concurrentiels et ouverts, car les variations de prix intra-saisonniers peuvent être inférieures.) Cela signifie que des études de faisabilité sont obligatoires avant tout nouveau stock de proximité.

Une attention spéciale doit être portée à l'analyse du contexte particulier dans lequel les stocks de proximité devraient se développer (notamment si les stocks doivent fonctionner dans des zones déficitaires, excédentaires ou à équilibre précaire) pour assurer une planification et conception adéquates.

LES STOCKS DE PROXIMITÉ DÉJÀ EXISTANTS DOIVENT-ILS ÊTRE SOUTENUS ?

La principale force des stocks de proximité réside précisément dans ce qu'ils peuvent arriver à faire lorsqu'ils sont adaptés à chaque contexte local. Cette approche basée sur les collectivités requière forcément un certain niveau de soutien institutionnel qui était souvent absent lors des expériences passées.

Compte tenu de leur potentiel pour contribuer positivement aux stratégies de sécurité alimentaire et à l'importance de promouvoir des solutions basées sur les collectivités, les stocks de proximité méritent d'être soutenus de manière à assurer la création d'un environnement favorable dans lequel ils aient les meilleures chances possibles de réaliser leur potentiel et de se développer. Bien que l'histoire des stocks de proximité soit marquée par l'inégalité de leurs performances, il faut aussi reconnaître que les stocks de proximité ont principalement été mis en place dans des contextes dépourvus des conditions nécessaires à leur fonctionnement efficace.

Les contextes politiques dans lesquels les stocks de proximité ont été mis en place ont souvent été caractérisés par des systèmes de gouvernance inadéquats et irresponsables qui étaient incapables de fournir l'appui institutionnel nécessaire pour aider les stocks de proximité à se développer. Ces facteurs, couplés à un climat économique défavorable, ont considérablement affaibli le potentiel des stocks de proximité.

Les États ont l'obligation légale de veiller à ce que le droit à l'alimentation soit satisfait et le soutien aux stocks de proximité devrait être considéré comme une partie intégrante de cet engagement fondamental. Compte tenu de l'échec systémique des forces du marché pour garantir l'accès à la nourriture pour tout le monde, des mesures alternatives doivent être mises en place pour nourrir ceux qui n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire et sont négligés par les

stratégies de marché (Oxfam, 2011). Les États devraient diriger ces efforts, mais en travaillant en étroite collaboration avec les organisations pour la coopération (OSC) et d'autres acteurs clés afin d'assurer la participation et l'appropriation de l'initiative de la part des personnes concernées. Soutenir les stocks de proximité serait un moyen efficace de renforcer les approches communautaires à la sécurité alimentaire.

Certaines conditions sont nécessaires pour la création d'un environnement favorable qui permette aux stocks de proximité de prospérer. L'une des exigences clés est la sécurisation de l'engagement et le soutien des gouvernements pour accompagner leur développement et pour leur venir en aide si nécessaire.

CE QUE LES ÉTATS DEVRAIENT FAIRE POUR SOUTENIR LES STOCKS DE PROXIMITÉ

Lier les stocks de proximité aux réserves nationales

Par le passé, l'absence de liens forts entre les réserves locales et nationales a considérablement affaibli le potentiel qu'avaient les stocks de proximité de jouer un rôle efficace en tant qu'instrument pour la sécurité alimentaire. Les réserves nationales et locales peuvent agir de manière conjointe pour répondre aux pointes de prix en vendant à bas prix pendant la période de soudure même si leur capacité reste limitée. Les stocks nationaux pourraient potentiellement renforcer et étendre cette capacité sans avoir une incidence sur le fonctionnement global des stocks de proximité. Les stocks de proximité peuvent réagir face aux hausses de prix et ont la capacité suffisante pour pouvoir vendre à des prix peu élevés pendant la période de soudure. Là où les stocks de proximité n'existent pas, les États peuvent réagir en intensifiant la présence de magasins publics "à prix modérés". Toutefois, articuler les rapports entre les deux de manière à ce qu'ils se complètent constitue tout un défi.

Au Burkina Faso, le gouvernement a récemment mis en place un réseau pilote de greniers de sécurité alimentaire connu sous le nom de "boutiques témoin". Ces réserves partagent les objectifs des greniers de sécurité alimentaire susmentionnés (à savoir assurer l'accès à la nourriture pour les plus vulnérables), mais leur fonctionnement actuel illustre quelques-uns des principaux défis de ce type de réserves. Plusieurs de nos interviewés³⁰ nous ont fait remarquer que, en l'absence de critères d'éligibilité clairs (tels qu'être bénéficiaires des programmes de protection sociale), toute personne peut accéder à la boutique et acheter des céréales à un prix social sur les bases du «premier arrivé, premier servi». En plus d'être néfaste pour les personnes les plus nécessiteuses, cette situation a ouvert la voie à la spéculation et à la revente, ce qui n'est profitable que pour ceux qui ont le plus de moyens. Le fait que l'État choisisse de dupliquer une structure déjà existante au lieu de renforcer les greniers de sécurité alimentaire, met en évidence la nécessité d'une approche plus intégrée de la sécurité alimentaire qui tienne dûment compte des initiatives locales comme des instruments clés ayant le potentiel de renforcer les politiques gouvernementales.

En l'absence de réserves alimentaires nationales, les gouvernements devraient s'efforcer d'éviter les interférences excessives dans les cycles des prix par des politiques telles que l'importation ou l'aide alimentaire, et devraient également prévoir des mécanismes nécessaires pour renflouer les stocks de proximité en difficultés (mais avec un échange monétaire seulement, pour éviter d'autres effets secondaires négatifs de l'intervention).

Alimenter les réserves nationales à travers l'approvisionnement local

Dans le contexte des programmes de sécurité alimentaire, l'approvisionnement local fait référence aux achats d'aliments effectués par les gouvernements, les bailleurs ou les programmes des Nations Unies (tels que le PAA –Programme d'Achats d'Aliments- au Brésil ou

le P4P -*Purchase for Progress*- dans 21 autres pays) au niveau local (ou régional). Quatre avantages potentiels clé (BEST, 2011) de l'approvisionnement local par rapport à l'approvisionnement externe doivent être soulignés : a) les produits locaux arrivent plus rapidement ; b) ils sont culturellement appropriés et adaptés aux goûts locaux ; c) l'approvisionnement local peut stimuler la production locale en assurant une marchés pour ces produits ; d) il peut promouvoir l'investissement et améliorer les conditions globales des petits producteurs. Toutefois, ce type d'achats doit être effectué en gardant à l'esprit la situation du marché, étant donné que quand les prix sont élevés, acheter localement peut avoir des effets négatifs sur les marchés alimentaires³¹. Générer une situation qui prend en charge l'augmentation des prix peut avoir des effets opposés pour les consommateurs nets et elle doit donc être attentivement surveillée.

Dans les programmes susmentionnés, les produits alimentaires provenant de l'approvisionnement local reconstituent les réserves nationales ou sont alloués aux programmes du PAM. Étant donné que la recirculation des réserves nationales peut potentiellement endommager les marchés, des liens directs entre l'achat local et la protection sociale (comme l'alimentation scolaire) peuvent réduire ces problèmes³².

Encadré n°3 : *Purchase for Progress* comme exemple d'approvisionnement local

Le P4P vise à renforcer les capacités des petits agriculteurs à faible revenu en augmentant leur productivité et la commercialisation des denrées alimentaires de base et à les canaliser pour répondre aux besoins du PAM de ces produits.

Depuis les années 1980, les achats de céréales du PAM dans les pays en voie de développement ont augmenté en moyenne de 60 pour cent, atteignant 80 pour cent dans beaucoup de cas. Toutefois, à l'origine ces achats manquaient de mesures d'approvisionnement ciblées sur l'appui aux petits exploitants. Pour combler ce manque, le programme P4P a été développé dans le but d'accroître la capacité des petits exploitants à accéder au marché et dans le but d'expérimenter des mécanismes d'approvisionnement local du PAM, sans que ses besoins soient mis en danger.

Cette initiative pilote est mise en œuvre dans 21 pays, atteignant plus de 1000 organisations agricoles et plus de 500.000 paysans. Entre 2008 et 2011, le PAM a signé des contrats pour plus de 207 000 tonnes pour une valeur de 75 millions de dollars américains.

Le P4P met surtout l'accent sur l'apprentissage. Le programme cherche à identifier des modèles d'approvisionnement local qui puissent bénéficier aux petits exploitants sans compromettre les objectifs fondamentaux du PAM de fournir des aliments sains d'une manière fiable, rapide et rentable.

Néanmoins, le programme est confronté à un certain nombre de risques. Le non respect par les producteurs des engagements stipulés dans les contrats est l'un des principaux problèmes que doit surmonter P4P, selon les propres évaluations du PAM. Il est évident que ce problème n'est pas différent de celui auquel doivent faire face toutes les organisations de producteurs : comment éviter les ventes parallèles quand la concurrence (intermédiaires) paye en espèces et sur place, tandis que le P4P paye au bout de plusieurs semaines, un laps de temps crucial pour des paysans qui ont souvent un urgent besoin d'argent.

Source : P4P, *Purchase for Progress, A Primer* (WFO, 2012).

Bien que le transfert du programme P4P soit encore à définir, dans des pays comme le Rwanda et le Guatemala, les gouvernements ont manifesté leur intérêt pour l'expérience et ils ont déjà tenté de reproduire l'initiative. Les stocks de proximité pourraient être associés à ce type d'initiatives en articulant les achats des stocks de proximité en vue de reconstituer les réserves nationales, ou en associant ces derniers aux programmes d'alimentation scolaire. Une initiative pilote est actuellement testée au Ghana basée sur cette dernière association.

Les efforts visant à créer des synergies entre les réserves alimentaires et les initiatives de protection sociale peuvent continuer à soutenir les petits exploitants par le biais de systèmes efficaces d'approvisionnement local qui se concentrent sur les petits producteurs. Ces synergies seraient capables de remplir le double objectif d'assurer une source fiable de nourriture pour ces initiatives tout en fournissant un marché pour les produits des petits producteurs.

Aborder le risque de prix : soutenir la stabilité des cycles

Les gouvernements devraient travailler pour essayer de garder les cycles des prix intra-annuels aussi stables que possible. S'ils ne sont pas en mesure de le faire, il faudrait chercher des façons de compenser les stocks de proximité face aux variations de prix. L'une des mesures que pourraient prendre les gouvernements serait la création de fonds de stabilisation pour compenser leurs pertes.

Une solution durable aux problèmes rencontrés par les petits producteurs implique nécessairement que l'on facilite leur transformation d'acheteurs nets en vendeurs-nets. À moins que les États n'établissent un système de compensation pour soutenir la viabilité des réserves locales, cette transformation ne sera jamais possible.

La stabilité des prix dépend principalement de l'intervention attentive sur les marchés où les hausses de prix sont excessifs, mais en évitant des mesures aveugles interdisent les exportations et nuisent aussi bien aux stocks de proximité qu'aux commerçants.

Aborder le risque climatique : promouvoir l'assurance et le sauvetage sélectif

L'assurance climatique est l'une des principales mesures à prendre contre le non-remboursement de crédit des stocks de proximité. Le développement de l'assurance climatique exige un environnement légal qui promeuve l'extension des compagnies d'assurance privées au delà de leur fonction habituelle (géographiquement et par rapport au choix de services offerts). Pour obtenir cette couverture plus large, selon Barret et al (2008) et Skees (2007), certaines actions gouvernementales sont plus efficaces que d'autres :

Par exemple, il semble plus judicieux de ne pas subventionner les primes dans les zones déficitaires, car cela peut provoquer des comportements rentiers et des bénéfices plus larges pour les nantis (« *better-off* ») de la zone.

Au lieu de cela, l'État devrait :

- Payer pour le risque extrême et laisser les compagnies prendre en charge le moins extrême (« *risk-layering* »).
- Soutenir la collecte et le partage d'information
- Payer les frais de recherche et de la conception (qui sont élevés).
- Adapter l'assurance climatique aux plus démunis en développant des liens avec la protection sociale à travers « assurance pour le travail » détaillée dans l'encadré 2.

Les gouvernements devraient également mettre en place des mécanismes de renflouement en nature par le biais des réserves nationales en vue de fournir un soutien en nature aux stocks de proximité en difficultés et de les empêcher de faire faillite (c'est-à-dire, les réserves nationales agirait en tant que prêteurs de dernier recours). Cependant, il y a un certain danger moral qui pourrait résulter du soutien aux stocks de proximité qui sont décapitalisés à la suite d'une mauvaise gestion. L'assurance indicielle pourrait être la solution à cela en mettant en place un système progressif, qui pourrait couvrir les pertes des stocks de proximité en échange d'une redevance et utiliser des données satellitaires pour déterminer quels stocks de proximité sont

vraiment affectés par les mauvaises récoltes dues à la sécheresse ou aux inondations. Ce thème sera le sujet de recherches ultérieures.

Renforcer les liens entre les stocks nationaux et la protection sociale

Les réserves nationales devraient alimenter les initiatives de protection sociale en fournissant le grain nécessaire pour les aider à atteindre leurs objectifs sociaux. Les liens entre les stocks de proximité et la protection sociale peuvent être considérés sous différents angles :

- **Les mesures prises par les stocks de proximité, en collaboration avec le gouvernement** : Comme système d'approvisionnement local : les stocks de proximité peuvent fournir des céréales à toutes les échelles sociales, tel que nous venons de les décrire. Dans ce cas, la protection sociale de l'État aide les agriculteurs qui vendent du grain à obtenir plus de bénéfices.
- Les stocks de proximité pourraient aider l'État à mieux identifier des systèmes de protection sociale ciblés sur les besoins des collectivités des zones rurales. Au Burkina Faso, l'AAAE a compilé une liste de 14 groupes vulnérables différents dans la communauté et a établi des quotas pour la distribution gratuite de grain (AAAE, 2011). Les quantités sont déterminées en fonction de la taille des ménages et des stocks globaux disponibles à chaque moment du cycle.
- **Les initiatives de protection sociale menées de façon indépendante par les stocks de proximité** : Les stocks de proximité offrent par leurs propres moyens des mesures de protection sociale pour les plus nécessiteux ou ceux qui ne peuvent pas travailler. Les magasins de la Fédération Naam, au Burkina Faso, ou d'autres provenant de programmes d'Oxfam en Tanzanie, leurs remettent des céréales.

Beaucoup de stocks de proximité intègrent des mesures de protection sociale, sans aucun soutien externe, ce qui crée une situation où, de facto, les gens pauvres, déjà confrontés à des difficultés graves, soutiennent d'autres qui sont encore plus pauvres. Il semble clair que, dans de telles circonstances, la charge de la solidarité ne devrait pas retomber uniquement sur ceux qui sont déjà vulnérables. Les États et les donateurs de fonds devraient alléger la charge des stocks de proximité à cet égard, en contribuant avec du grain aux initiatives de protection sociale.

Renforcer la capacité institutionnelle des stocks de proximité

Les États devraient appuyer les efforts visant à renforcer la capacité institutionnelle des stocks de proximité en investissant dans la formation des comités de gestion (depuis des notions de calcul à des cours plus spécialisés en comptabilité et gestion d'inventaires, etc). Un soutien technique et des services d'orientation devraient également être accordés à tous les stades du processus de développement en vue de renforcer la capacité des administrateurs des stocks de proximité.

Une mesure qui permettrait d'économiser du temps et de l'argent aux administrateurs des stocks de proximité serait la simplification des procédures administratives. Ceci faciliterait de façon concrète le fonctionnement quotidien des stocks de proximité par la réduction de la paperasse et d'autres obstacles.

Développer un système de surveillance

Les gouvernements pourraient jouer un rôle important dans l'appui de la mise en place d'un système indépendant, transparent et clairement défini pour l'audit des stocks de proximité (Chirwa et al, 2005). Comme ils pourraient aussi jouer un rôle important en appuyant les activités de surveillance afin d'assurer une plus grande transparence et afin d'identifier si des mesures correctives et de soutien sont nécessaires pour améliorer leur performance.

Promouvoir la légalisation des stocks de proximité

La plupart des stocks de proximité n'ont aucun cadre juridique. Étant donné qu'ils détiennent les produits des agriculteurs de la même manière que les banques détiennent leurs économies, leur statut juridique devrait être clairement déterminé. Les gouvernements devraient promouvoir la légalisation des stocks de proximité pour veiller à ce que ceux-ci soient responsables des produits qu'ils stockent (et en même temps pour éviter leur utilisation à des fins politiques). Les warrantages orthodoxes, par exemple, doivent garantir la qualité du produit stocké et cela implique avoir un système de niveaux et standards, ainsi que des mesures de contrôle de qualité. En l'absence d'un cadre juridique, la relation entre les agriculteurs et les stocks de proximité doit être fondée sur la confiance et le respect des accords, ce qui ne peut pas être garanti. Les gouvernements sont essentiels pour assurer que les warrantages soient bien certifiés afin de garantir efficacement la prestation d'un service adéquat (Jayne et al, 2010, p.92) ainsi que la transparence et la reddition de comptes.

Une des façons qu'ont les institutions gouvernementales locales de soutenir les stocks de proximité est de faciliter l'octroi de licences et les formalités administratives associées -par la réduction de la paperasse et l'allègement de certains frais. Ce soutien est apprécié par les comités de gestion, car il économise du temps et de l'argent aux administrateurs des stocks de proximité (Entretien avec les membres du comité de gestion, juin 2012).

Subventionner adéquatement

Dans le cadre de ce rapport, les subventions sont définies comme un transfert quelconque de fonds ou de biens à faveur d'un stock de proximité. Les subventions ne sont pas censées payer directement les activités liées à la balance commerciale de grain du stock: ils peuvent pourtant soutenir des activités complémentaires de manière moins déséquilibrée. Les subventions servent:

- À aborder les échecs du marché : les marchés d'intrants peuvent justifier la subvention de fertilisants quand les associations de producteurs doivent se substituer à un acteur du secteur privé en dessous de ces capacités. Le gouvernement peut choisir entre subventionner les commerçants d'intrants ou aider les organisations de producteurs à le faire elles-mêmes.
- Pour lancer la commercialisation dans les associations nouvellement fondées ; associations qui ont besoin de vendre à des prix compétitifs quand leur prix unitaire est haut (pendant les premières saisons). L'utilisation de l'approvisionnement local pour les producteurs ciblés en combinaison avec la provision de services pré-récolte permet l'intensification de la production en réponse au prix garantie (Poulton 2006, p. 353). Cela est l'essence du P4P (détaillé dans l'encadré 3).
- À construire la gouvernance et la capacité, les compétences et le développement de ressources aux différents niveaux entre les organisations de producteurs, leurs membres et les organisations de soutien.
- À faciliter la production dans les régions les moins compétitives: si les banques céréalières commerciales peuvent prospérer toutes seules dans les zones excédentaires, dans les zones déficitaires, elles arrivent à peine à compenser leur balance commerciale. Les réserves de sécurité alimentaire peuvent faciliter les vies de leurs bénéficiaires mais cela ne veut pas dire qu'elles serviront à augmenter la production. L'assurance (dans le sens décrit), la vulgarisation agricole, les crédits et les intrants doivent être subventionnés dans les situations où le marché ne les fournit pas et quand les conditions environnementales ne sont pas les plus favorables. Dembélé (2007, p.6) justifie la conservation active des banques céréalières situées dans les zones déficitaires quand il y a une absence de marché dans le village, une absence d'infrastructure de transport ou des monopoles locaux. Si ce n'est pas le cas, les subventions pourraient nuire au développement du secteur privé.

Cela peut être fait des manières suivantes :

Les subventions constituent l'un des outils politiques les plus discrédités dans l'histoire de l'agriculture pour de nombreuses raisons. Ces dernières années, certaines initiatives, notamment le programme de subventions de fertilisants de Malawi, ont essayé d'échapper à ce lieu commun en adoptant le concept de « subventions intelligentes ». Celles-ci constituent des systèmes innovateurs d'application sensés réduire les problèmes courants des programmes de subventions et en étendre les bénéficiaires (Dorward et al, 2008).

La formulation d'une définition de « intelligent » ne peut pas résoudre le problème de son application, mais elle peut aider à définir les caractéristiques que ce type de service devrait avoir. Dans le cadre des stocks de proximité, une subvention intelligente serait un type de compensation avec une cible précise, évaluée en fonction d'objectifs précis, conçu pour obtenir des objectifs concrets ou pour compenser des pertes concrètes, de plus, elle devrait être temporaire et avec une stratégie de sortie (*exit strategy*) (à moins que les conditions écologiques de la zone justifient une permanence plus longue).

Canaliser les subventions par le biais d'une fédération ou d'une grande organisation de producteurs pourrait aider à cibler et distribuer de manière plus efficace. Pour résumer, les activités suivantes pourraient être subventionnées :

- Formation et capacitation des équipes de gestion
- Approvisionnement local dans les zones ciblées
- Assurance climatique dans les zones déficitaires (voir encadré 2)
- Technologie de stockage de grain
- Capacité de stockage (toujours avec une contribution locale)

Ce qui ne devrait pas être subventionné : les services qui existent déjà sur le marché et sont accessibles pour les petits producteurs. Si le crédit existe à des taux raisonnables, il ne faut pas assurer des fonds de roulement. Si les intrants sont suffisants et disponibles à un prix raisonnable (ce qui est improbable), il ne faut pas les donner. Les subventions doivent compenser un manque, sans aider dans des situations où ce soutien n'est pas nécessaire.

Promouvoir le développement de nouvelles technologies

Les gouvernements devraient avoir recours aux nouvelles technologies afin de soutenir les stocks de proximité et leur assurer une meilleure performance. Pendant les 20 dernières années, nous avons vécu une série de développements décisifs sur le plan technologique. Pour les stocks de proximité, ces ressources pourraient inclure les suivantes :

- **Téléphones portables** : la disponibilité des informations sur le marché s'est vue radicalement transformée avec l'arrivée et l'utilisation généralisée de la téléphonie mobile. L'isolement est désormais relatif, puisque les prix peuvent être vérifiés à un coût modeste et des transferts d'argent peuvent être faits par téléphone. Les paiements et les transactions sur les marchés, étant ainsi plus faciles, sont de plus en plus fréquents.
- **Nouvelles méthodes de stockage** : bien que les stocks de proximité aient été conçus pour améliorer la qualité de stockage, beaucoup d'entre eux ont subi de lourdes pertes dues aux parasites (tels que le grand capucin du maïs). Ces nouveaux modèles comprennent : a) des silos métalliques (distribués par l'initiative POSTCOSECHA) et b) les méthodes de modification de l'atmosphère telles que le « super-sac », qui lutte contre les parasites à travers le CO² émis par le grain stocké dans des conditions hermétiques.
- **Nouveaux outils de gestion** : pendant les vingt dernières années, une série d'outils technologiques ont été développés pour soutenir le travail des gérants dans différents domaines. L'expansion de l'utilisation des ordinateurs, d'internet et l'introduction de programmes informatiques spécialisés pour la comptabilité ont permis aux gérants de gagner en efficacité et en même temps d'augmenter la transparence et la responsabilité (en

permettant d'exercer un contrôle plus ferme sur les activités et les ressources). Les stocks de proximité pourraient bénéficier beaucoup plus de ces outils dans le futur et leur promotion devrait être encouragée.

- **Certificats électroniques de dépôt** : un système réglé qui utilise cet outil (e-WRS) a été introduit en Ouganda. L'initiative a été bien reçue par les petits producteurs et les banques (Coulter, 2009, p. 2) même si certaines conditions (notamment un accès fiable à internet et des connaissances informatiques) seraient nécessaires à son application dans d'autres contextes.

Promouvoir la ligne de défense zéro

Améliorer le stockage ménager est toujours valable et ne doit pas être vu comme une concurrence pour les stocks de proximité. Leur promotion devrait idéalement aller de pair avec d'autres efforts visant à promouvoir et à renforcer le rôle des stocks de proximité comme des instruments de sécurité alimentaire. Au Burkina Faso, l'AAAE a mis en place un système dans lequel les petits exploitants sont organisés en groupes de 4 et travaillent ensemble sur un champ collectif partagé par le groupe. Chaque champ collectif a un petit grenier pour stocker la production. Ce stock alimente parfois des stocks de proximité communautaires, qui offre alors un marché pour ces produits (bien que la production excédentaire généralement limitée et les stocks soient principalement consommés par les petits exploitants et leurs familles).

QU'EST-CE QUE LES STOCKS DE PROXIMITÉ DEVRAIENT FAIRE PAR EUX-MÊMES : CRÉER DES FÉDÉRATIONS

Les fédérations peuvent aider à renforcer les stocks de proximité de diverses manières. Elles peuvent aider à renforcer l'appropriation, la participation active et le soutien mutuel entre les stocks de proximité.

Échange d'information

Les fédérations peuvent jouer un rôle essentiel en aidant à surmonter l'un des principaux problèmes rencontrés par les stocks de proximité (à savoir, l'arbitrage spatial : négociation entre les emplacements géographiques), car ils ont la capacité de faciliter les échanges de données entre les associés et de promouvoir le commerce céréalier entre les banques de céréales excédentaires et déficitaires (par exemple, la Fédération Naam au Burkina).

Le système d'information des prix établi par la fédération Naam au Burkina Faso constitue un bon exemple du type de service qui peut être offert aux petits exploitants. Ce système d'information recueille les prix de quatre céréales (mil, sorgho, maïs et niébé) à travers les "animateurs" locaux dans sept marchés différents (au moins deux situés dans les zones excédentaires et deux dans les zones déficitaires) sur une base hebdomadaire. Cette information est envoyée pour être diffusée par la radio communautaire et atteint tous les petits exploitants, ce qui facilite la prise de décision éclairée en ce qui concerne les prix. La possibilité d'offrir ce type de service à toute la communauté à prix modéré mérite être considérée, puisque ces revenus pourraient contribuer à couvrir les fonds de fonctionnements des stocks de proximité.

Surveillance

Les fédérations peuvent aussi partager les frais d'un organisme de contrôle centralisé, lequel pourrait agir comme la banque centrale de surveillance (de la même manière que dans le système bancaire) et faciliter l'accès aux services de soutien (formation, accès aux réserves nationales) pour que les stocks de proximité puissent remplir toutes les exigences de qualité.

Mais il se peut aussi que le prix à payer pour appartenir à une fédération puisse quand-même représenter une certaine perte d'autonomie. Coulter (2006, p.11) affirme que le manque de supervision externe est l'une des quatre causes causant la mauvaise performance des stocks de proximité. Les fédérations assurent la supervision, mais cette surveillance fait souvent partie d'un modèle d'entreprise rigide qui réduit le pouvoir de décision des individus.

Soutien technique et conseil

En outre, les fédérations peuvent apporter un soutien et donner des conseils, agir en tant que associations de producteurs et aider à garantir l'adéquate reconstitution des stocks pour fixer conjointement et longtemps à l'avance (novembre-décembre) une date de reconstitution pour protéger les stocks de proximité contre la décapitalisation. En partageant les services disponibles, différents stocks de proximité peuvent développer des stratégies d'achat communes et établir des commissions de vente, des ventes groupées, des moyens de transport communs rentables, etc., qui faciliteraient le fonctionnement des stocks de proximité.

Stocks tampons

Les fédérations peuvent également fournir des services supplémentaires en agissant comme des stocks tampons centraux. Certaines organisations (telles que CARE, Mooriben et AAAE) ont établi des centres qui fournissent du stock aux groupes satellites des banques céréalières pendant la période de soudure. Les achats des stocks ne peuvent être payés qu'en liquide (et non pas à crédit) et l'adhésion implique que les banques céréalières payent les stocks tampons.

Mutualiser les risques

La possibilité d'utiliser des outils pour les petits exploitants basés sur le marché ou des coopératives pour gérer le risque prix a été développée depuis plusieurs décennies. La couverture est largement utilisée dans les marchés financiers développés, mais elle est moins étendue dans les pays en voie de développement et sert rarement aux petits exploitants. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer :

- Le manque de Bourses pour les produits limite la disponibilité de renseignements sur les prix.
- Le manque d'utilisation de niveaux et standards limite la possibilité d'établir des contrats à long terme à l'achat comme à la vente.
- Les interventions du gouvernement dans les marchés affecte les prix et décourage les institutions financières lorsqu'il s'agit de fournir des d'assurances de prix.

Les quelques expériences adaptant l'assurance de prix pour les coopératives dans les pays en voie de développement se concentrent à ce jour sur les cultures de rente, compte tenu des faibles chances d'intervention gouvernementales influençant les prix. L'assurance de prix sur le marché est peu développée et la plupart des projets ne sont pas allés au-delà de la phase pilote. En Afrique occidentale, la possibilité de travailler avec des programmes de couverture est également limitée, même pour les grands acteurs.

À la lumière de ces difficultés, Oxfam est en train d'explorer la possibilité d'établir un fonds de stabilisation dans une fédération de coopératives ; ceci limiterait les dégâts causés par l'inversion des cycles des prix, en essayant de répondre aux questions suivantes :

- Déterminer le niveau de risque lié au prix pour une banque de céréales typique simulant, en utilisant des séries de prix à partir de quinze marchés du Niger, du Mali et du Burkina, ce qui serait arrivé si elle avait acheté post-récolte et vendu à la fin de la saison.
- Déterminer la faisabilité d'un fonds de stabilisation interne mis en place dans les années où la différence de prix entre la post-récolte et la saison de soudure a été positive, pour compenser les années au cours desquelles elle a été négative.
- Déterminer le niveau de risque et le bénéfice si les ventes ont été effectuées mensuellement plutôt qu'à la fin de la saison. Est-ce que l'incidence d'un faible chiffre d'affaires en raison de mauvaises récoltes pourrait remplacer ce système ?

Cela implique une comparaison entre les prix sur 12 marchés du Mali et du Burkina entre 1995 et 2001 et l'analyse des différents scénarios avec 4 stratégies de vente et d'achat différentes (stratégie 1 : le stock est vendu pendant la soudure ; stratégies 2-3-4 : les ventes se font pendant toute l'année).

Les résultats préliminaires suggèrent les conclusions suivantes :

- Les marges de stockage sont normalement positives.
- La stratégie 1 a normalement une marge plus large que dans les autres scénarios mais le risque est plus élevé.
- Stratégies 2-3-4 rapportent moins mais impliquent moins de risque.
- Les pertes de marges négatives pendant plusieurs années sont compensées par les résultats positifs des autres années.
- Donc, un fonds de stabilisation externe pourrait être suffisant pour garantir la viabilité économique des stocks de proximité.

Deux difficultés majeures sont susceptibles d'apparaître:

- **Ventes parallèles** : Le fonds de stabilisation implique que, dans les bonnes années, les producteurs doivent renoncer à une partie des bénéfices. Cela faciliterait les choses pour les intermédiaires qui achèteraient la production aux petits exploitants ayant un sens plus fragile de la loyauté envers la coopérative. Ce problème des actions collectives est fréquent dans le commerce équitable, l'agriculture sous contrat, et tout régime qui prévoit un prix plancher, car il a aussi des handicaps lors de la compétition avec des prix plus élevés.
- **Le manque de marges suffisantes pour constituer le fonds** : Cela pourrait être résolu en introduisant l'indemnisation publique pour les organisations de producteurs en contrepartie de leurs interventions sur le marché. L'État aurait l'obligation de dédommager toutes les pertes juridiques que peuvent souffrir les stocks de proximité à cause des interventions influant sur les prix. A cet effet, l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) a un outil qui pourrait être utile pour calculer la compensation : il modélise l'impact sur les marchés résultant de la libération d'une quantité donnée de grain en provenance des réserves alimentaires.

Les résultats de cette recherche sont attendus pour juillet 2013.

IL S'AGIT DE RENFORCER LES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS

Les stocks de proximité ne sont ni la panacée pour résoudre tous les problèmes des agriculteurs dans les zones semi-arides, ni un outil désespéré voué à l'échec. Il s'agit d'un accord institutionnel qui peut fournir un meilleur accès au marché, plus de revenus et le bien-être aux agriculteurs, alors qu'il ne représente qu'un léger fardeau plus que raisonnable pour les budgets gouvernementaux.

Créer des institutions est un processus lent, qui nécessite l'engagement à la fois des organisations des agriculteurs et du gouvernement, qui doit fournir un bon environnement pour eux et équilibrer les effets secondaires de son intervention sur les marchés alimentaires au cours de la période de soudure avec la nécessité pour les stocks de proximité (aussi bien que pour les commerçants du secteur privé) de rester des entreprises viables.

Bien que l'inégalité de leur performance marque l'histoire des stocks de proximité, il faut reconnaître aussi que la plupart des stocks de proximité ont été mis en place dans des contextes qui n'avaient pas les conditions nécessaires pour qu'ils puissent se développer et fonctionner efficacement. Le contexte politique a souvent été caractérisé par l'insuffisance des systèmes de gouvernance, par la non transparence et par des gouvernements incapables de rendre des comptes ni de fournir le soutien institutionnel requis pour que les stocks de proximité puissent s'épanouir. Ces facteurs, couplés à un climat économique défavorable, ont considérablement affaibli le rôle potentiel des stocks de proximité.

Les stocks de proximité ne constituent pas une solution type qui puisse être appliquée partout. Leur principale force réside justement dans ce qu'ils peuvent réaliser lorsqu'ils sont adaptés à chaque contexte local. Cette approche collective implique nécessairement un niveau d'appui institutionnel qui a manqué dans nombreuses des expériences passées. En outre, l'absence de liens forts entre les réserves locales et nationales a affaibli, elle aussi, le potentiel des stocks de proximité de jouer un rôle efficace en tant qu'instrument de la sécurité alimentaire.

8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'insécurité alimentaire est un problème complexe qui doit être abordé de manière concertée par toutes les institutions impliquées à chaque niveau. Les gouvernements, ONG, communautés locales et partenaires internationaux doivent travailler ensemble pour développer les règles du jeu qui sont nécessaires pour coordonner de manière efficace les réponses aux crises alimentaires et les solutions à long terme.

Dans ce cadre, les stocks de proximité méritent une attention particulière, étant donné qu'ils sont des instruments de sécurité alimentaire avec un énorme potentiel mais qu'ils comportent aussi une grande fragilité qui nécessite un fort soutien institutionnel pour assurer leurs services de manière efficace et durable.

CE QUE LES GOUVERNEMENTS DOIVENT FAIRE

Pour soutenir le fonctionnement des stocks de proximité dans les meilleures conditions possibles, les gouvernements doivent :

Lier les stocks de proximité aux réserves nationales

Les réserves nationales et locales doivent agir de manière conjointe pour répondre aux pointes de prix de manière plus efficace (en augmentant la capacité de vente des stocks et en soutenant les initiatives de protection sociale).

Alimenter les réserves nationales à travers l'approvisionnement local

L'approvisionnement local des réserves nationales sert à établir des synergies entre les réserves alimentaires et les initiatives de protection sociale. En soutenant un système d'approvisionnement local qui se concentre sur les petits producteurs, cette politique pourrait

permettre d'atteindre le double objectif d'assurer une source fiable de nourriture pour ces initiatives sociales tout en fournissant un marché pour les produits des petits producteurs.

Aborder les risques de prix et de climat

- Garder les cycles des prix intra-annuels aussi stables que possible et chercher des façons de compenser les stocks de proximité pour les variations de prix (fonds de compensation/stabilisation).
- Promouvoir l'assurance climatique : développer un environnement légal qui promeuve l'extension des compagnies d'assurance privées au delà de leur fonction habituelle (géographiquement et par rapport au choix de services offerts).
- Mettre en place des mécanismes de renflouement en nature par le biais des réserves nationales en vue de fournir un soutien en nature aux stocks de proximité en difficultés et de les empêcher de faire faillite.

Renforcer les liens entre les stocks nationaux et la protection sociale

Les réserves nationales devraient alimenter les initiatives de protection sociale en apportant le grain nécessaire pour les aider à atteindre leurs objectifs sociaux.

Renforcer la capacité institutionnelle des stocks de proximité

- Investir dans la formation des comités de gestion (depuis des notions de calcul à des cours plus spécialisés en comptabilité et gestion d'inventaires, etc.).
- Assurer un soutien technique et un accompagnement nécessaires au bon fonctionnement des stocks.
- Simplifier les procédures administratives pour faciliter de façon concrète le fonctionnement quotidien des stocks de proximité par la réduction de la paperasse et d'autres obstacles encombrants.

Développer un système de surveillance

Mettre en place un système indépendant et transparent de surveillance afin d'assurer une plus grande transparence et d'identifier si des mesures correctives et de soutien sont nécessaires pour améliorer leur performance.

Promouvoir la légalisation des stocks de proximité

- Promouvoir la légalisation des stocks de proximité pour veiller à ce que ceux-ci soient responsables des produits qu'ils stockent et assurer une bonne certification afin de garantir un service adéquat.
- Faciliter l'octroi de licences et les formalités administratives associées.
- Assurer que les projets de création de nouveaux stocks soient fondés sur des analyses participatives de chaque contexte, des études de viabilité de qualité et une bonne planification.

Subventionner adéquatement

- Introduire des subventions « intelligentes » (formation, approvisionnement local dans les zones ciblées, assurance climatique dans les zones déficitaires, technologie de stockage). Dans le cadre des stocks de proximité, une subvention intelligente serait un type de compensation avec une cible précise, évaluée en fonction d'objectifs précis, conçu pour obtenir des bénéfices concrets ou pour compenser des pertes concrètes, de plus, elle devrait être temporaire et avec une stratégie de sortie (*exit strategy*) (à moins que les conditions écologiques de la zone justifient une permanence plus longue).
- Canaliser les subventions par le biais d'une fédération ou d'une grande organisation de producteurs pourrait aider à cibler et distribuer de manière plus efficace.

- Éviter les subventions qui ne sont pas nécessaires (par exemple les services qui existent déjà sur le marché et sont accessibles pour les petits producteurs). Les subventions doivent compenser un manque, sans aider dans des situations où ce soutien n'est pas nécessaire.

Promouvoir le développement de nouvelles technologies

Pour les stocks de proximité, ces ressources pourraient inclure des systèmes de télécommunications et techniques de stockage.

Promouvoir la ligne de défense zéro

Améliorer et promouvoir le stockage ménager, de pair avec d'autres efforts visant à promouvoir et à renforcer le rôle des stocks de proximité en tant qu'instruments de sécurité alimentaire.

CE QUE LES ORGANISATIONS PAYSANNES DOIVENT FAIRE

Pour être efficaces, ces politiques doivent être développées en partenariat avec les organisations de producteurs, qui à leur tour, doivent concentrer leurs efforts dans la promotion des fédérations pour renforcer la position des stocks de proximité. Les fédérations peuvent :

- Faciliter l'échange d'informations entre les stocks pour maximiser leur accès aux marchés et garantir que les ventes et les achats soient effectués dans les conditions les plus avantageuses possibles.
- Partager les frais d'un organisme de contrôle centralisé qui pourrait agir comme banque centrale de surveillance et faciliter l'accès aux services de soutien.
- Apporter soutien et conseil technique de manière partagée.
- Agir comme stocks tampons en fournissant des services complémentaires.
- Mutualiser les risques en utilisant des outils communs basés sur le marché pour gérer le risque prix.

BIBLIOGRAPHIE

- AAAE** (2011) *Greniers de Sécurité Alimentaire installés par l'AAAE au Burkina*
- Afrique Verte** (2010), "Renforcer les capacités des réseaux d'organisations agricoles par l'analyse de l'évolution du prix des céréales locales au Burkina, Mali et Niger durant la période 2001-2010 ...et ses incidences sur le warrantage au Niger".
- Barnett, B.J., C.B. Barrett, & J.R. Skees** (2008) "Poverty traps and index-based risk transfer products", *World Development*, 36 (10): 1766–1785
- Barrett, C.** (2008) "Smallholder market participation: concepts and evidence from eastern and southern Africa", *Food Policy*, 33(4): 299–317
- Baziomo, F.** (2011) "Étude de la viabilité économique et technique du crédit culture attelée de l'association Aidons l'Afrique Ensemble (AAAE)", Association Aidons l'Afrique Ensemble (AAAE)
- Bennegouch, N.** (2010) "MOORIBEN: l'expérience d'un système de services intégrés au bénéfice des paysans nigériens", *Dynamiques paysannes*, retrieved 13 April 2012, www.sosfaim.be/pdf/publications/dynamiques_paysannes/mooriben-au-benefice-des-paysans-nigeriens-dynamiques-paysannes23.pdf
- Blein, R., & J.B. Doamba** (1999) "Evaluation du réseau de Banques de céréales et définition d'un programme d'appui et de renforcement institutionnel"
- Blein, R.** (2009) *Les stocks de proximité : enjeux, opportunités et limites : le cas des pays du Sahel*, www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/les-stocks-de-proximite-enjeux
- Chetaille, A., A. Duffau, & G. Horréard** (2011) *Gestion des risques agricoles par les petits producteurs : focus sur l'assurance récolte indicielle et le warrantage*. Document de travail AFD-GRET n°113.
- Chirwa, E., A. Dorward, R. Kachule, & I. Kumwenda** (2005) *Walking Tighropes: Supporting farmer Organisations for Market Access*. London: ODI, Natural Resource Perspectives. London.
- CIMMYT** (2011) *Effective Grain Storage for Better Livelihoods of African Farmers Project* (2008-11)
- COTA** (2009) Sonet M. & J.D. Nacoulma. *Evaluation finale du projet "Renforcement des greniers de sécurité alimentaire des groupements NAAM"*
- Coulter, J.** (2005) *Making the transition to a market-based grain marketing system*
- Coulter, J.** (2006) *Review of Cereal Banks In Western Kenya* (draft final report). Consultancy Report for the Rockefeller Foundation. Nairobi, Kenya
- Coulter, J.** (2007) *Farmer Groups Enterprises and the Marketing of Staple Food Commodities in Africa*. CAPRI working paper n°72, CGIAR
- Coulter, J.** (2009) *Review of Warehouse Receipt System and Inventory Credit Initiatives in Eastern & Southern Africa*
- Coulter, J., P. Oldhan, G. Day, J. Sondhi, R. Boxall & P. Kotecha** (1997) *The Economics of Warehousing Operations in SS Africa*, ODA Crop Research Programme
- Coulter, J., & G. Onumah** (2002) "The role of warehouse receipt systems in enhanced commodity marketing and rural livelihoods", *Food Policy* 27: 319-337
- Dembélé, NN. & SB. Diarra** (2007) *Rôle de Banques de céréales dans le dispositif de stockage de céréales au Mali*, Food Security Collaborative Working Papers 57058, Michigan State University, Department of Agricultural, Food, and Resource Economics
- Diarra, S.** (2011). Rapport Annuel 2010. Le Vérificateur Général du Mali
- Diop, A., A. Nomau, MS. Ibrahim & M. Mahamane** (2006). *Recensement des banques céréalières au Niger*. Inter-reseaux, retrieved 28 February, 2012, www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Rapport_recensement_banques_cerealieres_2006.pdf
- Domingo, L.** (1995) *Proyectos de comercialización desde las ONGs*, COINCIDE-Intermón
- Dorward, A., E. Chirwa, D. Boughton & E. Crawford** (2008) *Towards "smart" subsidies in agriculture? Lessons from recent experience in Malawi*. London: Natural Resources Perspective Briefing Note.

- FAO (2003)** *Anti-hunger Programme: a twin-track approach to hunger reduction: priorities for national and international action*. Rome: FAO
- FAO (2011a)** *Good Food Security Governance: The Crucial Premise to the Twin-Track Approach*. Background paper, ESA Workshop, Rome 5-7 December 2011
- FAO (2011b)** *Right to Food. Making it Happen*. Rome: FAO
- Galtier, F. (2009)** *How to Manage Food Price Instability in Developing Countries? Working Papers Moisa n°5/2009*. Montpellier
- Galtier, F. (2012)** *Export bans and grain price instability on international markets: how to break the vicious circle?*, Presentation UNCTAD Global Commodity Forum
- Hub Rural (2012)** *Réserve régionale de sécurité alimentaire. Etude de faisabilité. Version provisoire 1 (10 juin 2012)*
- Ibrahim, S., & S. Alkire (2007)** *Agency & empowerment: A proposal for internationally comparable indicators*. OPHI Working Papers Series
- Intermón-Oxfam (2010)** *Regulations for Cereal Storage Facilities or Cereal Banks*
- Jayne, TS., NM. Mason, R.J. Myers, JN. Ferris, D. Mather, M. Beaver, N., Lenski et al (2010)** *Patterns and trends in food staples markets in Eastern and Southern Africa: Toward the identification of priority investments and strategies for developing markets and promoting smallholder productivity growth*, Food Security International Development Working Papers
- Jenin, L. (2011)** *Coping with price volatility: lessons learnt from maize value chain participants in Tanzania*
- Kent, L. (1998)** *Why Cereal Bank Projects Rarely Work: A Summary of Findings*
- Kouyate, K., SL. Addoh & A. Samaila (2012)** *Étude sur le commerce des céréales au Niger*
- Lynton-Evans, J. (1997)** *Strategic grain reserves: guidelines for their establishment, management and operation. Guidelines for their establishment, management and operation*, Rome: FAO
- Mayoux, L. (2006)** *Reaching and Empowering Women: Ways forward for Micro-Credit Summit*
- Mooriben (2009)** *Stratégie de Mooriben de mise en place stock de proximité*
- Onumah, G. (2003)** *Improving access to rural finance through regulated warehouse receipt systems in Africa*, Natural Resources Institute
- Oxfam (2011)** *Preparing for Thin Cows: Why the G20 should keep buffer stocks on the agenda*, Oxfam International
- Oxfam (2008)** *The time is now: how world leaders should respond to the food price crisis*, Oxfam briefing note
- Skees, J. (2007)** *Challenges for Use of Index-Based Weather Insurance in Lower Income Countries*. GlobalAgriRisk, Inc
- Soumaila, S., & H. Wada (n.d.)** *État des lieux des banques céréalières*, reca-niger.org, retrieved 28 February 2012,
www.reca-niger.org/IMG/pdf/Etat_des_lieux_des_banques_cerealieres_juin2009.pdf
- Teyssier, A., G. Magrin & G. Duteurtre (2002)** *Faut-il brûler les greniers communautaires? Quelques éléments de réflexion pour des politiques de sécurité alimentaire en zone sahélo-soudanienne*, publications.cirad.fr
- Trench, P., J. Rowley, M. Diarra, F. Sano & B. Keita (2007)** *Beyond Any Drought: Root causes of chronic vulnerability in the Sahel*, Sahel Working Group.
- USAID (2011)** USAID Office of Food for Peace. Niger. Bellmon Estimation
- Wiggins, S. & S. Jaspars (2009)** "The Global Food Crisis: an overview", *Humanitarian Exchange*, March 2009: Humanitarian Practice Network, ODI
- World Bank (2011)** *Missing food: The Case of Postharvest Grain Losses in Sub-Saharan Africa*
- WFP (2012)** *P4P, Purchase for Progress, a Primer*, WFP

NOTES

¹ L'initiative SHARE (Soutien à la Résilience dans la Corne d'Afrique) lancé par l'Union Européenne est un exemple de cette tendance actuelle. Une initiative similaire pour le Sahel a été lancée en juin 2012 : AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience Sahel)

² Définition provisoire d'Oxfam.

³ Système d'information sur les pertes post-récolte en Afrique, un réseau d'experts locaux en Afrique orientale et australe dirigé par le Natural Resources Institute

(<http://www.erails.net/FARA/aphlis/aphlis/Home/>).

⁴ La compétitivité est comprise en termes de qualité et de productivité (c.-à-d., rendement / coûts de production).

⁵ Les pays qui sont au-dessus de 10 pour cent sont le Burkina, le Niger, la Guinée, le Malawi, l'Éthiopie, le Mali (et le Ghana (10 pour cent)). Moins de 5 pour cent sont l'Ouganda, le Swaziland, le Kenya, le Burundi, le Botswana, le Rwanda, le Lesotho, Île Maurice, la RDC.

⁶ POSTCOSECHA (post-récolte) est un programme de longue durée financé par la Coopération suisse au développement qui distribue des silos métalliques fabriqués localement. En 20 ans, il a vendu un demi-million de silos aux petits exploitants en Amérique centrale.

⁷ Centre international d'amélioration du maïs et du blé.

⁸ À l'exception du warrantage.

⁹ Autrement appelés réserves de sécurité alimentaire.

¹⁰ Trois types de zone existent, bien que ce rapport n'en décrive que deux (déficitaires et excédentaires). Les stocks de proximité dans les zones d'équilibre précaire (où les bonnes et mauvaises années se succèdent) pourraient constituer un troisième type mais nous n'avons pas trouvé d'information claire sur le fonctionnement des stocks dans ces contextes. Cette question pourrait être un futur sujet de recherche.

¹¹ Aussi appelées banques de céréales "classiques", banques de soudure, greniers de sécurité alimentaire, greniers villageois...

¹² En Tanzanie, les banques de céréales appliquent un taux d'intérêt de 100 pour cent en espèces.

¹³ Par exemple, l'AAAE et la Fédération Naam au Burkina Faso.

¹⁴ *Warehouse Receipt Systems (WRS)* dans sa dénomination anglaise.

¹⁵ Comme dans les banques de céréales soutenues par Oxfam dans les régions de Dodoma et de Morogoro en Tanzanie centrale.

¹⁶ La FEPAB, une organisation de producteurs au Burkina, dispose de 26 entrepôts qui travaillent avec ce système.

¹⁷ Roger Blein (2009) a estimé les stocks à 40,000 tonnes au Niger, 15-30,000 tonnes au Burkina et 15,000 au Mali. Ces chiffres sont approximatifs.

¹⁸ L'Association Aidons l'Afrique Ensemble (AAAE) offre des crédits de 320.000 francs CFA (490 €) pour l'achat de 4 bœufs et des équipements de labourage. Ces crédits sont remboursés sur une période de 5 ans (avec la possibilité d'un sursis supplémentaire de 2 ans). Les membres de l'association sont organisés en groupes de quatre producteurs qui travaillent conjointement dans un même champ, et "s'entraident" aussi pour labourer leurs champs individuels. Chaque crédit est accordé au groupe et la dette est partagée par les quatre membres; à ce jour, l'AAAE a accordé ce type de crédit à un total de 63 groupes de producteurs (entretien avec le président de l'AAAE, Juin 2012).

¹⁹ En Tanzanie, Oxfam travaille avec 14 banques céréalières depuis 2001 dans les régions de Dodoma et Morogoro. Les services assurés incluent des bœufs et des charrues dans certains cas.

²⁰ Entretien avec le coordinateur du programme de l'école de l'AAAE, IRIM, Burkina Faso, Juin 2012.

²¹ Un travail de terrain est prévu pour analyser la dispersion des revenus selon la quantité de sacs vendus par les petits producteurs aux stocks de proximité.

²² 95 pour cent des bénéficiaires de l'AAAE interrogés dans le département de Rambo (Burkina Faso) ont affirmé que l'existence des stocks de proximité avait contribué à réduire la migration dans leur communauté (Juin 2012).

²³ Cette pratique n'est plus autorisée par des organisations telles que la Fédération Naam et l'AAAE. Selon l'AAAE, cela est dû aux marges limitées de la vente de leurs produits (seulement 250 francs CFA pour un sac de 100 kg), ce qui signifie que le risque de manque de crédit est si élevé que le non remboursement rien que de 5 sacs peut potentiellement conduire le stock de proximité à la faillite dans un délai de deux ans seulement (entrevue avec l'animateur de l'AAAE, Juin 2012).

²⁴ Même si ce n'est pas le cas pour la Fédération Naam et AAEE.

²⁵ Les chocs covariants affectent toute la population d'un lieu donné causant une perte imprévue d'actifs et de revenus à la suite d'une cause unique comme la sécheresse ou les conflits (Maxwell 2008, p.58).

²⁶ Basé sur la classification de Mayoux, L (2006), Ibrahim et Alkire (2007).

²⁷ Entretien avec le directeur de la CECVD.

²⁸ <http://www.oxfamamerica.org/issues/insurance>

²⁹ Au moins un cas de détournement de fonds a été vérifié au sein du réseau de l'AAAE de 21 stocks de sécurité alimentaire, où un membre du comité de direction a quitté le village, emmenant avec lui une partie du stock ainsi que les recettes perçues grâce à la vente.

³⁰ Entretiens avec les résidents locaux à Ouagadougou et le personnel IO, Juin 2012.

³¹ Entretien avec le personnel d'Oxfam à Ouagadougou, 2012.

³² C'est le cas du P4P au Ghana et de l'AAP au Brésil.

REMERCIEMENTS

Ce document a été rédigé par Gabriel Pons Cortès et Itziar Gómez Carrasco avec l'appui financier de la Junta de Andalucía (Espagne). Les auteurs souhaitent remercier Roger Blein, Jonathan Coulter et Sophia Murphy pour leurs commentaires et reconnaissent la contribution et le soutien de nombreux collègues d'Oxfam. Les auteurs assument l'entière responsabilité de toute erreur ou omission.



Agencia Andaluza de
Cooperación Internacional para el Desarrollo
CONSEJERÍA DE ADMINISTRACIÓN
LOCAL Y RELACIONES INSTITUCIONALES

Cette version est une mise à jour du rapport « *Première ligne de défense : évaluation du potentiel des stocks de proximité dans le Sahel* » publié pour la première fois en Octobre 2012.

Les rapports de recherche d'Oxfam

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour faire des remarques sur ce rapport, veuillez envoyer un courriel à advocacy@oxfaminternational.org

© Oxfam International Juillet 2013.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-205-9 Octobre, 2012.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Mexico (www.oxfamMexico.org)
Oxfam Nouvelle Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

www.oxfam.org

CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

